LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

2€ ISSN 0026-9433

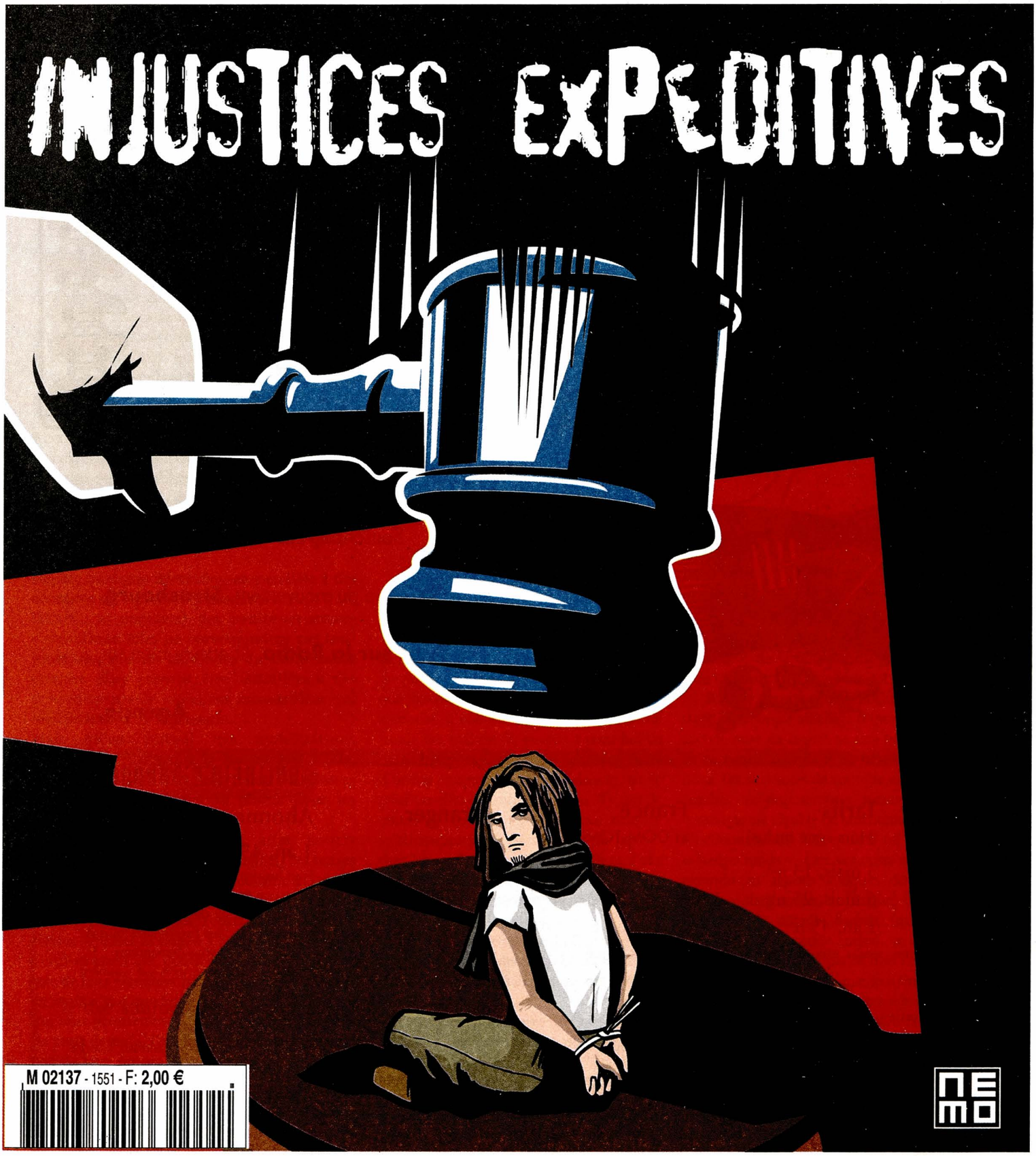
N° 1551
du 9 au 15 avril 2009

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

« Vous n'aurez pas ma fleur, celle qui me pousse de l'interieur. »

François Béranger

INJUSTICES EXPEDITIVES



M 02137 - 1551 - F: 2,00 €

Sommaire

Vous avez dit **premier Mai?** par J.-P. Levaray, *page 4*

Caque et **hareng**, par É. Vanhecke, *page 5*

Maurault, suite et fin, par Éric, *page 5*

Les brèves... *page 6*

SNCF, un point, par Julien, *page 7*

Pan sur **l'auto**, par J.-P. Tertrais, *page 9*

Le **mouvement social**, par P. Mignard, *page 11*

Histoires du **Barbare**, par M. Rajsfus, *page 13*

Racisme et Israël, par S. Rincon, *page 15*

Anars contre le mur, par Jocelyne, *page 16*

Du nouveau à la **Maison des métallos**, par M.-D. Massoni, *page 17*

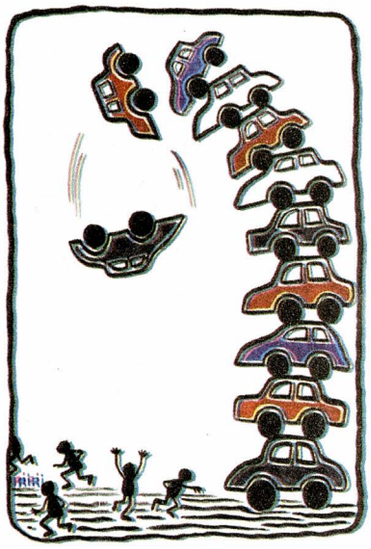
Bagne, etc, par D. Vidal, *page 19*

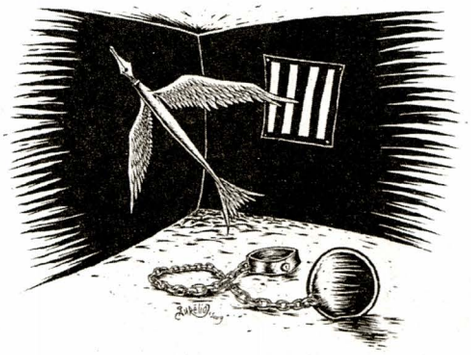
Souscription pour **la rue Amelot**, *page 20*

Vie du mouvement, **Strasbourg,** *page 21*

Tout sur la Radio, libertaire bien sur, *page 22*

Agenda, *page 23*





Bulletin d'abonnement

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 n^{os}	20 €	27 €
6 mois, 25 n^{os}	38 €	46 €
1 an, 45 n^{os}	61 €	77 €

Abonnement de soutien

1 an, 45 n°s 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

« Samedi noir à Strasbourg », ont pu titrer les médias. Bon. La violence dans les manifestations, nous la connaissons. Quand elle exprime la colère ouvrière, quand elle vient de l'exaspération de la jeunesse, elle est un rempart à la résignation, un sursaut indispensable. Certes il y a toujours eu des camarades qui voulaient en découdre avec les forces de l'ordre, cela ne date pas d'hier. Il y a toujours eu aussi des provocations, des infiltrations policières, rien de cela n'est tombé de la dernière pluie.

C'est pourquoi les déclarations du maire socialiste de cette bonne ville de Strasbourg ont un drôle de goût. Bien sûr, il peut dire que « Ce que les casseurs ont fait est inacceptable. » (Référez-vous à la presse du début de la semaine...), mais quand on a été aux abonnés absents pendant la mise sous contrôle policier de la « capitale alsacienne », on devrait faire profil bas...

Au XIXe siècle, le mouvement ouvrier profitait des diverses « Expositions universelles » pour prendre des contacts, marcher ensemble pour un autre monde. Les guerres mondiales et la mondée du fascisme, sans oublier la guerre d'Espagne, ont dispersé tout cela aux quatre vents.

Depuis quelques décennies, en parallèle à des réunions de « grandes puissances » (G3, G20, OTAN... et consorts) des contre-structures s'organisent. Elles ne correspondent pas toujours aux vieilles habitudes du mouvement ouvrier. Elles peuvent être assimilées à des débordements de violences incontrôlées qui légitimeraient la répression.

Mais qu'en était-il des mobilisations ouvrières à Chicago à la fin du XIXe siècle, quand à la une des journaux les classes dirigeantes réclamaient du plomb pour les grévistes ?

Comme disait Bob Dylan, alias Robert Zimmerman (ou lycée de Versailles) les temps changent et rien se sera plus comme avant. Le vieux mouvement ouvrier ou ce qu'il en reste s'embrouille dans ses représentations officielles diverses et oublie l'essentiel.

Celui-ci étant que celles et ceux qui ne vivent que de leur virement bancaire ou postal de fin de mois n'ont que faire des diverses boutiques qui leur promettent de raser ou de friser gratis pour demain. Que leur avenir ne doit venir que de leur propre détermination à contrôler leurs luttes, leur avenir.

G20

Pourquoi ça ne peut pas marcher

Philippe Paraire

La Bibliothèque anarchiste, un mercredi sur deux sur Radio libertaire

La réunion de Londres, qui affiche au milieu de gaz lacrymogènes et malgré la mort d'un manifestant un triomphalisme stupéfiant, a accouché d'une souris. L'enthousiasme de façade des maîtres du monde a pour but de transformer un ensemble de divergences d'intérêt en apparence d'unité dans le but de créer un effet de communication. Il s'agit de tenter de restaurer la confiance dans le système capitaliste, au moment où partout dans le monde, des campagnes chinoises aux rues de Londres et de Strasbourg, des mouvements de révolte se multiplient et s'organisent.

Or, le « plan de relance du G20 » ne peut pas marcher, pour deux très bonnes raisons : il n'y a pas de plan et il n'y a pas d'accord sur la relance.

Examinons ce « plan ». Trois mesures « phare » (selon les médias qui l'encensent hystériquement) le composent : La régulation du système financier international ; le triplement de la dotation du Fonds monétaire international ; la relance coordonnée.

Pour le premier point, autant dire qu'il s'agit d'un simple affichage d'intentions dont aucune mise en œuvre ne sera possible sans de nouveaux accords et de nouvelles tractations. Les structures de contrôle envisagées à Londres ne disposeront d'aucune instance contraignante capable de sanctionner les dysfonctionnements. Or, quand on parle de « hedge funds » (ces organismes qui ont répandu les actions toxiques des « subprimes » dans toutes les banques de la planète) ou de paradis fiscaux (qui lavent l'argent sale du monde entier), on parle de gens à qui il ne suffira pas de tirer l'oreille. À moins d'une grosse gifle que le « Conseil de stabilité financière » ne pourra administrer, aucun de ces bandits internationaux en col blanc ne bouleversera ses pratiques. Liste noire ou liste grise, peu importe, si aucune menace de taxe, d'embargo ou d'expropria-

tion n'est clairement formulée, rien ne changera.

La question du triplement de la dotation du FMI ne peut tromper que les naïfs : il s'agirait de remettre en selle quelques États en difficulté, avec 1 100 milliards de dollars, réunis par les grands pays du G8. Or ceux-ci sont eux aussi en déficit et cherchent de l'argent partout, en particulier auprès des banques qui elles-mêmes sont en manque de liquidités. Déjà elles ont clairement rechigné pour sauver de la faillite l'Islande, l'Irlande, la Grèce ou la Hongrie. Même Obama n'a pour l'instant trouvé que 10 % de l'argent nécessaire à son second plan de relance. Autrement formulé : les États emprunteurs pourront-ils vraiment faire pression sur des banques qu'ils sont censés contrôler et dans le même temps que ces États dépendent d'elles pour financer leurs plans de relance ?

Parlons justement de cette relance : on voit qu'il n'y a aucun accord de fond entre les États-Unis, l'Europe et la Chine qui n'ont ni les mêmes intérêts ni les mêmes moyens et dont les pratiques monétaires sont contradictoires, voire conflictuelles. Par ailleurs, les États-Unis semblent prêts à injecter de fortes sommes en prenant de lourdes participations dans les grandes banques et les firmes automobiles car ils sont désireux de racheter une partie des actifs toxiques (ex-subprimes) qui polluent les bilans des entreprises. Mais la réunion du G20 ne dit rien de semblable pour l'Europe : non seulement les fonds sont absents, qui permettraient de nettoyer les marchés, mais, en plus, l'idée de la nationalisation n'est pas à la mode en France, pas plus qu'en Allemagne. Aucun plan de coordination sérieux n'a été envisagé non plus pour ce qui est du problème des pratiques de dévaluation compétitive qui faussent les échanges et condamnent les zones à monnaie forte à la stagnation : ni les États-Unis ni la Chine, dont les monnaies sont scandaleusement sous-évaluées, ne semblent avoir reculé d'un centimètre sur cette question cruciale. Ni plan ni relance, donc. Ça promet !

Proudhon, Bakounine, Kropotkine, James Guillaume et les anarchistes de la révolution espagnole ont montré dans la théorie pour certains, dans la pratique pour d'autres, que l'économie libertaire existe, qu'elle est possible : l'appropriation collective par les travailleurs de l'ensemble des outils de circulation du capital et des moyens de production comme des entreprises de service peut réorganiser l'économie internationale vers une production mesurée, partagée et solidaire, restructurée dans le sens de la satisfaction des besoins réels de la population du monde et non dans celui du profit privé et du gaspillage de masse. Ce n'est pas d'un plan de relance de l'exploitation dont l'humanité a besoin, mais d'un bouleversement stratégique de la production et des échanges.

L'alternative anarchiste est crédible.

Nous ne devons plus hésiter à la mettre en avant.

P. P.

Pouget, reviens !

Non mais, je vous en foutrais : « exceptionnel », « historique », les qualificatifs ne manquent pas pour cette grande décision prise par les super-représentants de nos confédérations syndicales responsables. « Dans la suite des journées du 29 janvier et du 19 mars et dans ce contexte exceptionnel, les organisations syndicales s'entendent pour faire du 1er Mai un nouveau temps fort de mobilisation pour peser sur le gouvernement et le patronat. » Ça valait le coup d'attendre le 30 mars pour appliquer ce que Chérèque avait déjà proposé le soir du 19 mars.

Outre le fait que le 1er Mai est porteur d'histoire des luttes ouvrières, cette décision laisse plus qu'un goût amer dans la bouche. Qui défilera ce jour-là, outre les militants ? Bon, on dira que c'est historique parce que depuis des années et des années les syndicats ont toujours défilé le premier mai en ordre dispersé ; on dira aussi que les cadres de la CGC y participeront « nous n'avons jamais défilé le 1er Mai, nous avons décidé, cette année de participer », a déclaré leur représentant sans rire. Mais que de gâchis.

Seul Solidaires a appelé officiellement à faire quelque chose avant les vacances de printemps, et de très nombreux militants cégétistes appelaient à continuer sur la lancée du 19 mars, mais ça n'a pas suffi. Ça doit être ça « la radicalisation des luttes » dont parle la CGT. Un rencard « social » éloigné dans le temps et qu'il est plus que certain qu'il sera raté.

Le matin même de la réunion des organisations syndicales, Sarkozy les avaient conviées pour leur dire qu'en fait les annonces qu'il avait faites au lendemain du 19 mars n'étaient pas encore mises en œuvre. On aurait pu penser que ça aurait énervé tout le monde, mais même pas. Au nom de l'unité on a droit au plus petit dénominateur commun : le 1er Mai. Face à des plans de suppression d'emplois annoncés chaque jour, face à un gouvernement aux ordres du Medef, la riposte est franchement courte. On le sait et on ne le répétera jamais assez, mais les bureaucrates syndicaux sont à côté de la plaque. Il ferait bien de retourner à la base pour voir comment ça se passe, parce que la colère monte et ce n'est pas les soupapes de sécurité qu'ils nous offrent tous les deux mois qui vont empêcher la colère de se propager.

Déjà, lors des manifs dernières, on sentait une volonté d'en découdre avec l'État et le patronat. La multiplication des « incidents de fin de manif » montre qu'un tabou est tombé, mais aussi ces actions de salariés qui séquestrent leurs cadres et patrons, ou qui les traitent comme il se doit, indiquent que des réflexes oubliés à cause des années 1980-1990 reviennent vite. C'est ça la radicalisation des luttes. Il est temps de rappeler aux patrons qu'ils ne sont pas des cadors et qu'on est là et bien là. De ces types d'actions il faut aller vers une grève interpro, générale et radicale.

Il y a urgence, qu'on soit chômeur, salarié, retraité, étudiant ou autres, le système capitaliste est en mauvais état, faisons tout pour qu'il s'écroule, pour construire autre chose.

Jean-Pierre Levaray

La caque sent toujours le hareng !

Eh oui, comme le dit ce proverbe fort connu : la caque sent toujours le hareng. En langage décodé il faut comprendre que quand on pue sa classe, on la pue jusqu'à la fin de ses jours. Ou pour faire encore plus court, rien ne sert de vouloir moraliser le capitalisme, il est et restera tant qu'il gigote l'instrument idéal de la survie d'une civilisation basée sur les rapports marchands.

Mais aussi à quoi peut bien servir de vouloir moraliser quelque chose qui n'a pas de morale ? C'est pisser dans un violon pour faire de la musique. Inutile et sans espoir que vouloir le réformer. Sans solution radicale, in-dé-crot-ta-ble, il est in-dé-crot-ta-ble, il reste tant que, nom d'un pétard. On s'est compris… Tant qu'on aura pas mis le feu au vieux monde…

Alors la crise. À toutes les sauces. À tous les étages. Y'en aura pour tout le monde ! Pour les Caterpilar : Olé ! Pour les autres entreprises c'est pareil, ici un bassin d'emploi sinistré, là une vallée qui va mourir, j'ai vaguement entendu ça à la radio (pas libertaire) entre la Matmut qui m'assure et les prévisions météo pour le week-end de Pâques. On ne parle plus de dégraissage mais de PSE : Plan de sauvegarde de l'emploi, ça fait plus joli, plus légal, ça sent la rose et le jasmin. Ça consulte le comité d'entreprise à tour de bras, c'est poli, ça respecte les textes, et encore pas toujours, mais au bout du compte… Y'en a bien que ça arrange, cette vérole. Difficile de faire discret en ce moment mais comme on dit : ça va mal partout. Alors si ça va mal partout, courbons le dos, voire même l'échine, attendons que ça passe et tant mieux si ça passe à côté. Les crises économiques se résolvaient auparavant par des guerres. Il n'est pas loin le temps ou des centaines de milliers d'homme allaient se faire trouer la paillasse pour des intérêts qui étaient bien loin d'être les leurs. La mouche a changé d'âne et pour décidément rester dans les proverbes, le cochon est dans le maïs, la cabane est tombée sur le chien. C'est vrai que ça commence à faire beaucoup. Difficile d'être discret en ce moment. Les médias ont au moins cet avantage, rendre un peu plus visible et lisible ce que le capitalisme est capable de digérer.

Le capitalisme ne fait pas encore sous lui et quand il verra le danger il sera sans doute trop tard. Charge à nous de lui administrer une purge. Et une bonne.

Je laisse avec étonnement la fin pour cette phrase : « Je pense que les institutions bancaires sont plus dangereuses pour nos libertés que des armées prêtes au combat. Si le peuple américain permet un jour que des banques privées contrôlent leur monnaie, les banques et toutes les institutions qui fleuriront autour des banques priveront les gens de toute possession, d'abord par l'inflation, ensuite par la récession, jusqu'au jour où leurs enfants se réveilleront, sans maison et sans toit, sur la terre que leurs parents ont conquis. » Elle est de Thomas Jefferson, président des États-Unis de 1801 à 1809, dans une lettre à son secrétaire d'État du Trésor.

S'ils avaient été tous comme ça.

Émile Vanhecke

Imprimerie Morault (suite et fin)

Les salariés de l'imprimerie stéphanoise du groupe Morault sortent la tête haute du conflit qui les opposait à leur ancien employeur, suite à leur licenciement.

À l'issue de 30 jours de grève et d'occupation, ils ont obtenu mardi 24 mars des conditions plus satisfaisantes. En plus des indemnités de licenciement, qui s'élèvent en moyenne à 3 500 euros, ils percevront une prime d'au moins 4 141 euros et jusqu'à 6 180 euros par salarié, au lieu des 1 000 euros accordés initialement.

Le groupe Morault débloque ainsi plus de 259 000 euros au lieu des 150 000 prévus. Il faut noter que c'est le premier conflit dans cette entreprise, et même si le patron obtient ce qu'il voulait, la fermeture de l'usine, c'est aussi la première fois qu'un employeur est contraint de négocier après avoir licencié le personnel.

De plus, la création de sections syndicales à Amiens et à Compiègne est fortement envisagée : le groupe a fait passer l'effectif de 550 à 330, sans plan social.

Enfin, même si cette occupation n'a pas permis la réappropriation par les salariés de l'outil de travail, elle aura cependant démontré l'intérêt et la force de l'interpro, et aussi la nécessité de la radicalisation des luttes, à l'instar de certaines occupations ou séquestrations mises en pratique ailleurs comme à 3M à Pithiviers, pour se faire entendre, voire se faire respecter.

Guy
groupe de Rouen

Brèves de combat

Sécurité maxi à Strasbourg

Cinq mille barrières métalliques, soit 50 % du stock, ont été prêtées par la préfecture de police pour la protection du Sommet de l'OTAN dans la capitale alsacienne. Vingt-huit chefs d'État y sont attendus, mais aussi environ 50 000 manifestants associatifs, politiques et radicaux. Jamais, pour l'organisation d'un grand événement, le dispositif de sécurité n'avait atteint ces proportions… Ça promet !

Un mégalo transalpin

Le parti du Peuple de la liberté (PDL) vient d'être créé par Silvio Berlusconi, il rassemble les deux principales formations de droite : l'Alliance nationale (AN, parti postfasciste dissous fin mars) et le Peuple des libertés de Berlusconi. Ou le retour décomplexé au fascisme…

Les invisibles de la crise

Variable d'ajustement des entreprises, près de 140 000 intérimaires ont perdu leur emploi en 2008, les intérimaires ont subi avant les autres la baisse de production. C'est notamment le cas des chauffeurs routiers.

Volontaires pour l'immigration ?

Pas moins de quatre ministres devaient initialement assister à l'inauguration de la médiathèque de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration. Ils se sont tous défaussés, comme l'avait déjà fait Hortefeux. Par trouille de l'accueil militant devant le bâtiment ?

Pas besoin d'être expert !

Selon l'expert Noam Leandri, chargé d'études à l'Observatoire des inégalités : « Les immigrés connaissent en France un taux de chômage double, un taux de pauvreté triple et ils perçoivent un salaire un tiers plus faible que celui des non-immigrés. De plus, les chances de promotion des travailleurs immigrés sont inférieures. » C'est beau l'expertise (et bien rémunéré ?).

Le nouvel Act-Up est arrivé

Alors que l'association va bientôt célébrer ses vingt ans d'existence, Act-Up-Paris a renouvelé son équipe dirigeante. L'assemblée générale a désigné à sa tête un tandem de coprésidents qui annoncent vouloir travailler sur plusieurs dossiers : le VIH en prison, l'accès aux traitements pour les usagers de drogues et un renforcement des actions de l'association en direction des homosexuels. D'autre part, les militants d'Act-up ont été interpellés devant Matignon, tandis que le cabinet du Premier Ministre refuse toujours de recevoir les associations de lutte contre le sida. De quoi faire pour la cuvée 2009 !

Homos irakiens en danger de mort

Le groupe de défense des droits LGBT en Irak Iraqi-LGBT affirme que le gouvernement irakien s'apprête à exécuter un grand nombre de personnes accusées d'être homosexuelles. Selon cette organisation, les autorités auraient commencé l'exécution par groupes de vingt à compter de cette semaine.

Portnawak !

La directrice d'une secte du Maryland (États-Unis) qui se fait appeler « Reine Antoinette » a ordonné à une jeune femme âgée de 22 ans de ne plus nourrir son bébé parce qu'il n'avait pas dit « Amen » au petit-déjeuner. Un juge de la cour d'appel de l'État a accepté qu'elle plaide coupable d'avoir laissé son nourrisson mourir de faim « sauf si celui-ci ressuscitait », selon l'avocat de cette jeune confite en dévotion.

Paranoïa aiguë et répression

La brigade spécialisée dans la criminalité informatique a interrogé les responsables informatiques et le directeur de Greenpeace, dans le cadre de l'enquête sur l'accusation d'espionnage présumé par le groupe EDF.

TÔMA SICKART S'EXPOSE AU ST-SAUVEUR

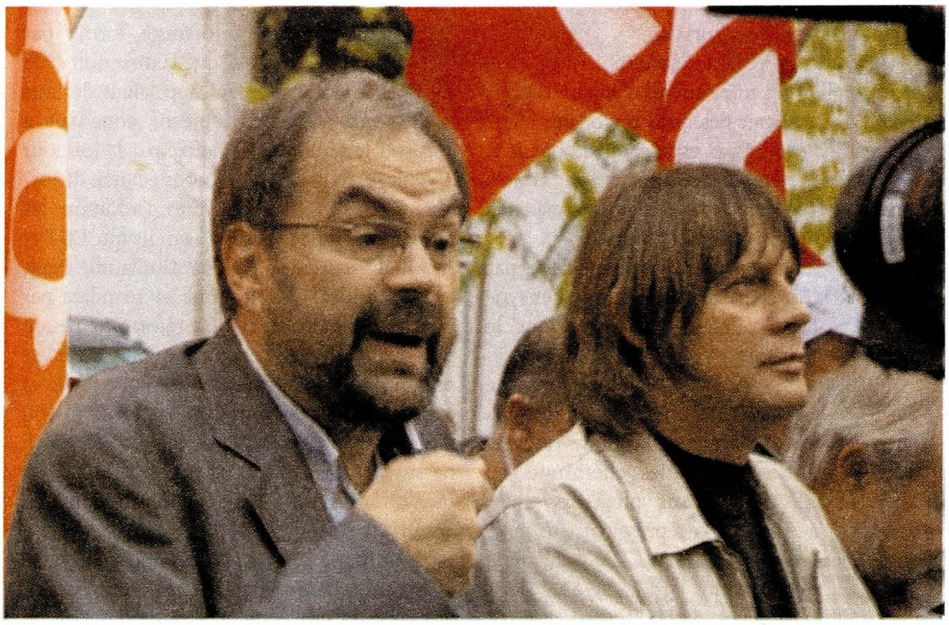
DU 8 AU 30 AVRIL 2009.

VERNISSAGE LE 8 À 19H

LE ST-SAUVEUR. RUE DES PANOYAUX 75020

SNCF

Le rail connaît des mariages de carpes et de lapins



Julien

groupe de Rouen de la Fédération anarchiste

Il n'est pas dans les habitudes des militants anarchistes et anarcho-syndicalistes d'accorder une importance démesurée aux élections professionnelles. Pourtant, les élections qui se sont déroulées le 26 mars dernier à la SNCF ne manquent pas d'intérêt. D'abord parce qu'elles constituent un baromètre assez pertinent pour juger du climat social et des rapports de force syndicaux et ensuite parce que la SNCF sera la première entreprise publique à appliquer les nouvelles règles de représentativité syndicale définies par la loi du 20 août 2008 résultant de la position commune précédemment conclue en avril entre la CGT, la CFDT, le Medef et la CGPME.

Ce que la presse bourgeoise qualifie de « big-bang syndical » consiste en une totale remise en cause des critères de représentativité définis jusqu'alors par l'arrêté du 31 mars 1966, lequel reconnaissait cinq confédérations (CGT, CFDT, CGT-FO, CFTC et CFE-CGC) comme « représentatives de droit ».

Désormais la loi « portant rénovation du dialogue social » impose comme nouvelles conditions pour être représentatif et pouvoir prétendre à la négociation d'un accord de recueillir au moins 10 % des voix aux élections du comité d'entreprise. Un accord pour être validé devant être signé par des syndicats représentant au moins 30 % des salariés tandis que la dénonciation du même accord impose de recueillir au moins 50 % des voix.

En ce qui concerne les conséquences de ces nouvelles règles à la SNCF, être dorénavant reconnu comme organisation syndicale représentative permet au niveau régional ou national de bénéficier de droits et de moyens :

–Droit de déposer des demandes d'au-

dience, des demandes de concertation immédiate, des préavis de grève;

– droit de négocier, de signer ou de dénoncer des accords;

– droit d'avoir des permanents et des moyens de dégagement pour les militants et adhérents.

Dès lors, la sanction des élections professionnelles organisées à la SNCF allait s'avérer radicale et sans pitié pour les syndicats dans l'incapacité de franchir la barre fatidique des 10 % pour assurer leur représentativité et donc, a fortiori, leur survie.

Les mois précédant le scrutin verront donc se multiplier des manœuvres d'appareils pour tenter de présenter des listes régionales communes aux élections et espérer ainsi obtenir la reconnaissance par la loi et éviter par conséquence à plusieurs dizaines de permanents syndicaux de retourner au boulot.

Les négociations et rapprochements préparés au plus haut niveau des bureaucraties syndicales vont accoucher d'alliances pour le moins surprenantes.

Ainsi, la FGAAC (3,04 % aux élections de 2006), le syndicat catégoriel des conducteurs qui a accompagné avec zèle la contre-réforme du régime de retraite des cheminots en novembre 2007, a dans plusieurs tracts dénoncé l'accord sur la représentativité signé entre le patronat, la CGT et la CFDT. Seulement quelques semaines plus tard, la FGAAC, décidera de s'affilier et se dissoudre dans la CFDT, également convertie à la collaboration de classe, pourtant signataire de l'accord la mettant à mort!

La Fédération des cheminots de la CGT-FO (6,62 % en 2006) s'allie avec la CFE-CGC (1,02 %) et dans certaines régions avec la CFTC, ce qui forme un curieux mélange de cadres catégoriels et de syndicalistes chrétiens avec un syndicalisme issu du mouvement ouvrier dont l'attitude a été plutôt « radicale » ces dernières années.

Le 27 mars au matin, à l'issue du vote des cheminots, les résultats tombent, confirmant sans surprise la place de première organisation syndicale à la CGT avec 39,31 % des voix en recul par rapport aux élections de 2006 avec 40,14 % ou encore de 2004 avec 44,06 %.

L'Unsa arrive en deuxième position avec 18,06 % des voix en nette progression par rapport au 14,48 % obtenu en 2006, mais absorbe les voix de la CFTC avec qui elle faisait listes communes dans plusieurs régions, l'Unsa qui est l'héritière de l'ancienne FMC (Fédération catégorielle des maîtrises et cadres) regroupe essentiellement le vote des cadres où elle réalise 47,8 % des suffrages.

Sud-Rail progresse sensiblement avec un résultat de 17,67 % à comparer au 14,97 % de 2006 avec de fortes progressions locales notamment chez les roulants comme chez les conducteurs de trains de la région de Paris-Saint-Lazare qui a vécu une grève emblématique en décembre et janvier où Sud-Rail effectue un bond de 27 % des voix en 2006 à 53 % en 2009!

La CFDT-FGAAC arrive à peine 11,59 % obtenant de justesse la représentativité visée alors que l'addition des résultats de la FGAAC en 2006 de 3,04 % et de la CFDT de 11,58 % laissait espérer à la direction un score proche des 15 %. Visiblement cette alliance au sommet n'a pas convaincu les adhérents à la base et les électeurs des deux organisations.

L'alliance CGT-FO/CFE-CGC obtient 8,02 % tandis que la CFTC chute à 5,36 % des voix contre 8,14 % trois ans plus tôt.

Le pôle syndical réformiste formé par l'Unsa et la CFDT-FGAAC que la direction de la SNCF et le gouvernement appelaient de tous leurs vœux et dont l'objectif consistait à dépasser le seuil des 30 % fixé par la loi pour obtenir la signature des accords échoue de justesse à environ 438 votes près, l'addition des résultats atteignant 29,64 % tandis que CGT et Sud-Rail totalisent 56,97 %. Guillaume Pépy, le PDG de la SNCF nommé et mandaté par Sarkozy, espérait avec ce pôle réformiste pesant plus de 30 % pouvoir contourner la CGT en se passant de sa signature alors que celle-ci exprime généralement son opposition (ou plutôt une abstention négociée en coulisse) en ne signant pas un accord tout en se gardant bien d'utiliser le droit de dénonciation que lui accorde son rang.

L'attitude à venir de la CGT entre un syndicalisme d'accompagnement et de paix sociale et un syndicalisme de lutte et de transformation sociale sera déterminante, aucun accord ne pourra être désormais validé sans son aval, tandis qu'une alliance avec Sud-Rail permettra de s'opposer à tous les projets d'accord soumis par le patron. Une orientation cogestionnaire de la CGT contribuerait à renforcer Sud-Rail comme le seul opposant crédible à la direction: là où la CGT a délaissé le travail syndical de terrain sérieux et régulier ou rompue avec le syndicalisme de lutte de classe, Sud-Rail a progressé jusqu'à devenir majoritaire, là où la CGT fait un boulot correct et appuie les luttes, Sud-Rail reste minoritaire.

Le paysage syndical à la SNCF passe désormais de huit organisations syndicales représentatives à seulement quatre. Ainsi, CGT-FO, CFTC, CFE-CGC et FGAAC n'ont plus de représentativité nationale et semblent vouées inexorablement à la marginalisation ou à la disparition, la CGT-FO étant seulement représentative dans neuf comités d'établissement régionaux et la CFTC sur cinq sur un total de vingt-sept.

À terme, cependant, la démographie en rapide évolution de la SNCF pourrait privilégier le syndicalisme catégoriel des cadres et maîtrises notamment au sein de l'Unsa, ce qui explique sa croissance continue, en effet, le démantèlement du service public ferroviaire notamment dans le fret et le recours de plus en plus fréquent à la sous-traitance ont entraîné depuis les élections de 2006 une chute de l'effectif global de 2348 postes (et 19753 cheminots en moins sur les sept dernières années!), dont 6995 suppressions au collège exécution, tandis que le collège maîtrise augmente de 1966 postes et le collège cadre de 2681. On peut dès lors raisonnablement imaginer en suivant la tendance de hiérarchisation croissante de la SNCF que d'ici à quelques années les collèges cadre et maîtrise seront majoritaires vis-à-vis du collège exécution.

La recomposition du syndicalisme amorcée depuis plusieurs années s'accélère brutalement avec les bouleversements induits par la nouvelle loi sur la représentativité.

Pour autant ces élections ont largement conforté les équipes syndicales de lutte, ces derniers mois ont vu plusieurs combats victorieux à la SNCF: la remise en cause du RH0077 (réglementation du travail des cheminots) et le recours aux volontaires chez les conducteurs de fret ont échoué. Ensuite, les grèves médiatiques des agents de conduite des régions de Saint-Lazare durant un mois et durant deux mois à Nice contre les suppressions de postes et pour des conditions de travail moins pénibles ont été un succès malgré un autisme puis une campagne de calomnie d'une rare violence du pouvoir patronal et gouvernemental et même l'assignation au tribunal de dix cheminots pour « abus de droit de grève » par la SNCF (celle-ci se verra déboutée).

Les élections à la SNCF ont envoyé un signal plutôt favorable au syndicalisme de lutte, pour autant, le rapport de force face au patron et au gouvernement reste à construire. Si les mots d'ordre des journées de grève des 29 janvier et 19 mars ont été correctement relayées chez les cheminots, la construction d'un vaste mouvement interprofessionnel de grève reconductible ne semble pas être la priorité, loin de là, des états-majors syndicaux plus soucieux de préserver leurs privilèges et garantir la paix sociale.

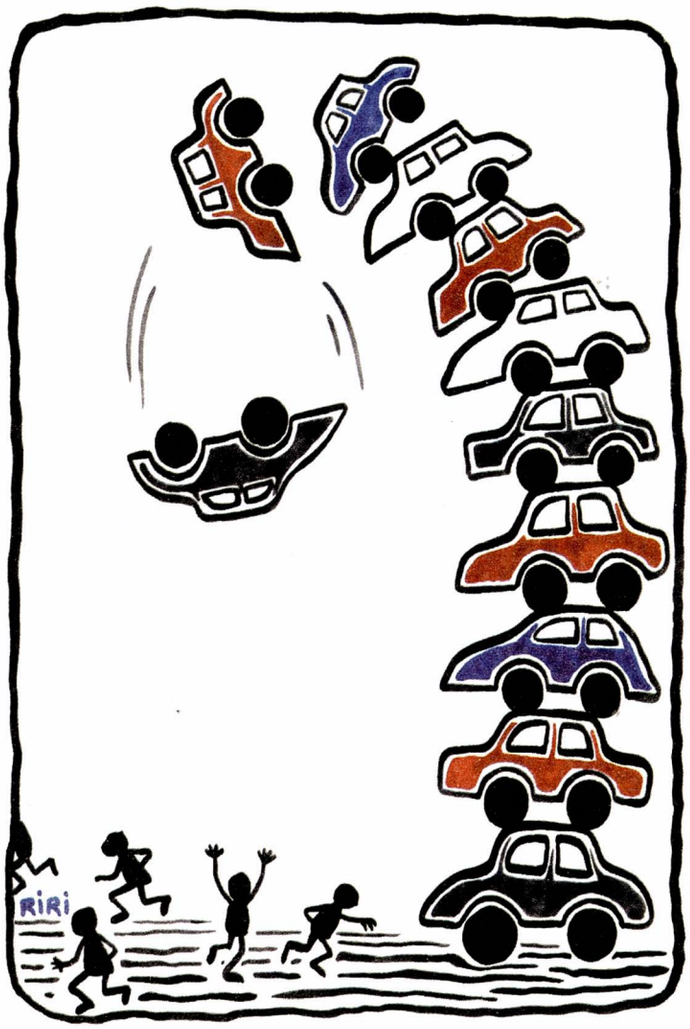
Il apparaît dès lors vital dans ce contexte économique et social explosif que les cheminots agissent directement et sans délai pour dépasser le cadre des grèves et manifestations limitées et construire aux cotés des travailleurs du public et du privé, des précaires et de la jeunesse étudiante et lycéenne les bases d'une grève générale reconductible.

Les libertaires et anarcho-syndicalistes présents au chemin de fer ne reconnaissent ni à la loi ni à l'État le droit d'instituer quelle forme de syndicalisme peut on non exister et agir. Ils ont un rôle primordial à jouer dans cette prise de conscience et dans ce dépassement de la situation actuelle, en popularisant dans chaque gare, atelier et dépôt les formes anarchistes d'action (action directe, sabotage, occupation, grève expropriatrice et autogestionnaire...) et d'organisation (assemblées générales souveraines, comités de grèves élus, mandatement impératif et révocable, coordination fédéraliste, rotation des taches...).

Les cheminots ont voté, il est temps désormais de passer à l'action directe contre l'État et le capitalisme!

J.

Foutue, la bagnole!



Jean-Pierre Tertrais

Groupe La Sociale, Rennes

WINSTON CHURCHILL, qui n'était ni un militant écologiste acharné ni un anarchiste notoire, disait de l'automobile qu'elle était « le pire des désastres dans l'histoire de l'humanité ». Que déclarerait-il aujourd'hui, alors que le parc automobile mondial atteint les 800 millions de véhicules? Sans que l'on se soit interrogé sur la capacité de la biosphère à supporter une telle aberration.

L'automobile, phare du capitalisme

Précisément parce qu'elle permet la plus grande consommation par kilomètre parcouru, l'automobile constitue l'outil le plus efficace, le plus redoutable dans la mise en œuvre des politiques de transport depuis un siècle. L'omniprésence d'une publicité qui relève du conditionnement, la multiplication des transports inutiles, l'éloignement des lieux de travail des lieux de vie ont assuré à la voiture individuelle la fonction de mythe du triomphe de la technologie, de la puissance, de la virilité.

Rappelons d'abord l'accouchement au forceps de la voiture. En 1922, seulement un Américain sur dix possédait une voiture. Et la plupart des citoyens étasuniens n'éprouvaient pas le besoin de s'en procurer une, puisque les lignes électriques de tramways, bien développées et fiables, permettaient de se déplacer partout à l'intérieur des villes à un très faible coût. C'était sans compter sur les ambitions des constructeurs. C'était méconnaître la nature du capitalisme. Parce la voiture individuelle devait impérativement devenir un marché gigantesque, au milieu des années vingt, les réseaux locaux de tramways ont été rachetés en bloc et systématiquement détruits par un consortium de compagnies liées à l'automobile. La voiture devenait donc une nécessité! Un véritable crime écologique allait se perpétrer, que très peu s'attacheront à dénoncer.

Au cours de ce sinistre XXe siècle, tous les pays industrialisés emboîteront le pas aux États-Unis dans un délire contagieux: les choix les plus gaspilleurs (en énergie et en matières premières) et les plus meurtriers (en termes de vies humaines) seront délibérément assurés: la route au détriment du rail, la voiture aux dépens des transports en commun. Des centaines de milliers de kilomètres de routes et d'autoroutes seront construits, engloutissant des sommes gigantesques d'argent public. Comble du délire dans une Chine obsédée par l'idée de rattraper son « retard »: en 2003, Shanghai interdisait les bicyclettes dans la plupart de ses grandes artères pour les réserver aux automobiles

Un désastre. . parfaitement connu

Dans un excellent ouvrage *Pétrole la fête est finie!*, Richard Heinberg écrit: « Une nouvelle voiture sort des chaînes d'assemblage chaque seconde et la flotte automobile mondiale consomme deux fois plus d'énergie sous

forme de pétrole en comparaison de celle que les humains ingèrent sous forme d'aliments. » Les conséquences du parc automobile mondial atteignent aujourd'hui des proportions alarmantes. Notons d'abord que la voiture engendre des coûts externes plus de quatre fois supérieurs à ceux du rail par voyageur au km et que les 1 500 000 km du réseau routier de France drainent 89 % du transport de personnes. La liste des effets négatifs est longue : accidents (depuis 1900, deux fois plus d'Étasuniens sont morts sur la route que dans toutes les guerres que le pays a connues), pollution atmosphérique directe et indirecte aussi, sous la forme de marées noires, conséquences du transport des hydrocarbures, atteintes à l'environnement (en France, le remembrement concerne 50 000 hectares par an pour les seules autoroutes !), risques liés aux changements climatiques (la voiture est responsable du quart des émissions de CO2, principal gaz à effet de serre), bruit, perte de temps due à la congestion de la circulation, influence sur le psychisme (agressivité, égoïsme), dégradation de la santé (stress et fatigue, cancer de la peau et des voies respiratoires). Bref, les nuisances dues à l'automobile engloutissent près de 10 % du PIB européen. Et selon l'Ademe, un ménage français dépense en moyenne 1 400 euros en carburant par voiture et par an.

Quelques chiffres suffisent à montrer l'absurdité du mode de transport le plus irrationnel dans un système fondé sur la… raison. Les accidents de la route tuent 1,2 million de personnes dans le monde chaque année, et en blessent quarante fois plus. Douze millions de voitures sont parties à la casse aux États-Unis en 2007. Le pétrole consommé dans les transports (sur la route avant tout) représente plus de la moitié du pétrole importé.

En France, 52 % des trajets automobiles s'effectuent sur des distances inférieures à 3 km, et plus du quart (26 %) sur des parcours avoisinant le km. Dans le même Hexagone, chaque voiture parcourt en moyenne 18 000 km par an, avec un taux de remplissage de seulement 1,2 personne. À Paris, la voirie est occupée à 60 % par les voitures en stationnement. Globalement, une voiture consomme douze fois plus d'espace par personne transportée qu'un bus. Et même quand elle ne sert pas, la voiture pollue : à Londres, 10 % de l'essence utilisée est consommée par les voitures prises dans les embouteillages ! C'est idiot, parce qu'on raffine le pétrole pour se déplacer !

Sauver le système

De la grandeur, on semble passer aujourd'hui à la décadence. Partout, les ventes de voitures reculent. Celles de Chrysler ont chuté de 44 % en février, celles de Ford de 48 %, celles de General Motors de 52 %. À la même période, les ventes s'effondrent de 48 % en Espagne, de 32 % au Japon, de 13 % en France – la prime à la casse limitant le repli.

Les constructeurs tentent de s'adapter : on réduit le gaspillage, on traque les économies, on limite les modèles, on recentre les technologies sur le nécessaire et l'utile, on baisse les prix, on programme des arrêts de production. Mais, surtout, ces prédateurs profitent de l'aubaine pour accélérer la casse sociale : des dizaines de milliers de salariés se retrouvent au chômage partiel (avec tous les drames humains qui l'accompagnent) – le chômage a augmenté de 3,5 % en février, en France – des centaines de milliers d'emplois vont être supprimés pour la seule industrie automobile dans les mois qui viennent. Dépendants des constructeurs, les équipementiers subissent le même sort. La récession n'en est qu'à sa phase initiale.

On assiste même à une sortie de route des dirigeants : des cadres démissionnent, des patrons sont jetés par la portière avant l'arrêt (Christian Streiff chez PSA, Rick Wagoner, le PDG de General Motors). Comme si des changements de management, des réorientations stratégiques, des plans de restructuration « viables » (pour qui ?), de nouvelles alliances allaient permettre de résoudre la « crise ».

Et comment réagissent les politiques ? Partout de la même manière : en volant au secours des patrons « libéraux ». En France, en accordant plus de six milliards d'euros aux entreprises du secteur automobile et bientôt plus de huit milliards au patronat avec la suppression de la taxe professionnelle, après avoir prêté près de 360 milliards d'euros aux banques ! Et en nous faisant croire qu'ils vont légiférer sur les bonus, les stock-options, les parachutes dorés, parce que la population commence (seulement !) à s'indigner. Aux États-Unis, où 400 000 emplois ont déjà été perdus par l'industrie automobile depuis le début de la crise, Barack Obama a promis un fonds de roulement et des mesures fiscales pour l'achat de voitures propres.

Et si on changeait de société ?

Alors que jamais l'humanité n'a été confrontée à une situation aussi grave, alors que tous les clignotants sont au rouge, alors que s'accroît chaque jour la vulnérabilité des sociétés industrielles, chacun s'obstine à nier la réalité, à pratiquer la politique de l'autruche, à miser sur l'innovation technique et la croissance économique. Bref, à souffler sur les braises pour éteindre l'incendie, à casser le thermomètre pour faire tomber la fièvre.

On ne peut certes décemment pas attendre des dirigeants mondiaux qu'ils prennent les mesures qui conviendraient, c'est-à-dire sortir du système. Il appartient donc à celles et à ceux qui envisagent encore un avenir pour l'humanité d'accélérer la prise de conscience, de lancer une vaste réflexion sur le type de société susceptible de concilier l'émancipation de l'homme et la gestion des écosystèmes sur le long terme. Dans quelques dizaines d'années (voire moins), marquée par de fortes tensions, des troubles sociopolitiques, des conflits pour le contrôle des ressources, la réalité sociale aura considérablement changé, mieux vaudrait s'y préparer. La décroissance est incontournable, il vaudrait mieux la choisir que la subir.

La deuxième moitié du XXe siècle s'est accompagnée d'une transformation considérable des systèmes de relation et d'échange, qui s'est traduite par une croissance importante, en tonnages, mais surtout en distances parcourues par les marchandises et les hommes. Des marchandises identiques circulent dans les deux sens sur des dizaines de milliers de kilomètres. Des objets sont fabriqués, assemblés, emballés dans des pays éloignés. Des produits alimentaires franchissent des continents. Le tourisme est devenu une pratique prédatrice. Des individus parcourent des dizaines de kilomètres pour se rendre au travail.

C'est pourquoi l'automobile en particulier, et les transports en général, doivent être l'un des premiers enjeux de la décroissance. La raréfaction du pétrole et des matières premières ainsi que la hausse des prix, nous contraindront inéluctablement à réduire nos besoins de mobilité. Il faudra rouler moins vite, moins loin, moins souvent… et plus cher. Cependant, contrairement aux seules mesures spécifiques prônées par certains, c'est toute une organisation sociale qui doit être remise en cause. Une réorientation des choix en matière de grandes infrastructures de transports, c'est-à-dire le renoncement aux projets mégalos d'autoroutes, d'aéroports internationaux, de ponts gigantesques. Une politique nouvelle d'urbanisme et de logement permettant de freiner l'étalement urbain. Des investissements massifs dans les transports collectifs de proximité, le développement de modes de déplacement doux (marche, roller, vélo…), le covoiturage, et plus encore, l'instauration de transports publics gratuits, comportant de nombreux avantages en termes de qualité de vie (sécurité, moins de pollutions, moins de bruit, convivialité, plus grande mixité sociale…). Reconversion de l'industrie automobile (comme d'ailleurs, des transports aériens, du nucléaire, des usines d'armement) vers des productions socialement utiles et écologiquement plus respectueuses.

En sachant, par ailleurs, que la fin du pétrole bon marché aura des répercussions considérables sur les grands systèmes agroalimentaires totalement dépendants de cette énergie.

Un tel « programme » ne saurait s'accomplir dans le cadre du système capitaliste puisqu'il s'opposerait à ses intérêts. Nous ne cesserons de répéter que c'est massivement et rapidement que les populations doivent définir elles-mêmes leurs besoins, les conditions de la production et de la distribution en tenant compte des contraintes écologiques. Cela s'appelle la révolution sociale ou encore la décroissance libertaire.

Le projet de la dernière chance. J.-P. T

L'inexorable criminalisation du mouvement social

Patrick Mignard

Tous les systèmes d'exploitation ont eu, et auront toujours, des bandes de mercenaires prêtes à défendre les intérêts des possédants. Bandes regroupant des individus sans scrupules bons à toutes les tâches – faut-il citer des exemples très précis en France et au XXe siècle ?

Ces bandes ont toujours été présentées par les pouvoirs comme des gardiennes de valeurs, d'éthique (*sic*), des corps d'élite (*re-sic*), au service de Dieu, du Prince, du Maréchal, de la « Révolution », du Peuple.

Quel que soit leur pedigree, elles ont toujours servi aveuglément les maîtres qui les payait, ont eu du sang sur les mains et ont toujours bénéficié d'une large impunité.

La période actuelle ne fait pas exception.

Fagilité de la paix sociale

Le pouvoir s'exerce par la force. Qu'elle soit brutale, physique, psychologique, idéologique, il s'agit toujours d'une force dont l'ultime expression est la force physique.

La « paix sociale » est un compromis fragile entre les intérêts de la classe et du pouvoir en place et les intérêts de ceux qui supportent ou acceptent cette domination. Ainsi, au Moyen Âge, tant que les paysans croyaient dévotement en Dieu et respectaient sagement les maîtres, la « paix sociale », ou du moins la « stabilité » du système, était plus ou moins assurée. Dans notre système salarial, la promesse et l'obtention par les salariés d'avantages sociaux et salariaux ont permis une relative stabilité de la situation sociale.

La mondialisation du système marchand a complètement déstabilisé ce fragile équilibre entre la gestion du capital et les intérêts des salariés. L'exploitation salariale, plus ou moins acceptée, a cédé la place à une exclusion massive qui remet en question la stabilité sociale du système dans son ensemble.

Le pouvoir du Capital ne peut plus compter sur l'achat d'une paix sociale sous la forme d'acquis sociaux accordés aux salariés... la violence répressive tend à prendre de plus en plus la place de la négociation et de la concertation.

Les basses œuvres du Pouvoir

Acculé à gérer un système décadent, à la dérive, l'inavouable est désormais à l'ordre du jour de l'action du pouvoir politique.

Tout ce que la police peut avoir d'abject est en train de ressortir : mouchards, provocateurs, hommes de main, qui ont pour mission de surveiller, dénoncer, intimider, voire terroriser et agresser... demain peut-être éliminer (ça c'est déjà vu dans l'histoire, et en France !)

L'objectif ? Dissuader la contestation sociale, la criminaliser et la faire condamner par une justice de plus en plus aux ordres du pouvoir.

Médias serviles d'un côté, police et justice aux ordres de l'autre côté, le mouvement social est encadré et guidé vers des élections dont on sait qu'elles ne servent à rien sinon à reproduire « démocratiquement » (*sic*) le système.

J'exagère ? Mais alors quel sens prend l'utilisation systématique de la Brigade anti-criminalité (BAC) dans les conflits sociaux... brigade dont on ne compte plus les méfaits. En quoi ces conflits sociaux présentent-ils un caractère « criminel » ?

Ce n'est évidemment pas une « erreur administrative » que de faire intervenir systématiquement une « unité anti-criminalité » contre le mouvement social... c'est de toute évidence un choix politique.

Bien sûr l'État ne le reconnaîtra jamais. Il entretient consciencieusement la confusion, présentant les forces de répression sous leur meilleur jour : le brave gendarme qui assure la paix civile dans une paisible campagne, le CRS – en tenue sportive – sur la plage ou en montagne, la BAC poursuivant les « gangsters » un

peu comme l'armée qui, dans ses spots publicitaires, apparaît quasiment comme une organisation humanitaire. Mais derrière ce masque, il y a les contrôles musclés et canins des gamins dans les écoles, la cogne des jeunes dans les banlieues, les manifestations, la répression des grévistes et des licenciés, la chasse aux sans-papiers… Tout cela dans le silence assourdissant des syndicats de police qui jouent les vierges effarouchées devant l'image « négative » que de mauvais esprits donnent de la police.

Toutes ces forces sont désormais mises au service de la défense du Capital, avec une différence notable par rapport à la période passée : elles sont désormais le dernier rempart en l'absence de toute autre solution économique et sociale.

La « répression démocratique »

Dans un système totalitaire, la répression, si j'ose dire, va de soi, elle n'a pas à se justifier, elle est.

Dans un système qui se veut démocratique, les choses sont plus compliquées. Il faut que cette répression existe, mais qu'elle soit légalement et éthiquement justifiée. Tant que cette répression concerne des domaines qui font majoritairement consensus – grand banditisme, terrorisme, délinquance courante – elle peut s'exercer sans peine. Mais dès qu'elle touche le domaine social, les choses se compliquent. En effet réprimer d'« honnêtes citoyens » qui ne veulent que pouvoir vivre décemment est difficilement accepté.

C'est donc progressivement et à doses homéopathiques que l'opération est menée.

Par exemple, on commence par fouiller des gamins dans des écoles pour « chercher de la drogue » (ben voyons!), mais on se garde bien de faire la même opération dans un lycée ou à l'université où on aurait statistiquement plus de chance d'en trouver. Cette démarche, d'une lâcheté et d'une bassesse absolues, tant pour les autorités qui les commanditent que pour les « hommes de main » qui l'effectuent, est sans danger : les gamins ne se révoltent pas. Si la société civile ne réagit pas à cette ignominie, on passe au stade supérieur.

Autre exemple : le pouvoir prend l'habitude – et ainsi banalise – de faire intervenir la Brigade anti-criminalité et des brutes « déguisées » en civil qui mouchardent, provoquent et cognent – dans chaque conflit social concernant ouvriers, étudiants, lycéens – jetant le trouble, au travers de médias serviles et complaisants, dans une opinion publique conditionnée.

On peut opérer de la même manière avec l'information : on déclare par exemple vouloir contrôler Internet pour des questions de « pédophilie » (qui peut être contre ?), mais on étend subrepticement ce contrôle à l'ensemble des échanges sur Internet sans oublier évidemment le domaine politique.

Ainsi, petit à petit, on habitue l'opinion publique à accepter l'inacceptable, l'ignoble et l'infâme… Si celle-ci réagit violemment, le pouvoir peut toujours arguer que c'est pour le bien-être collectif qu'il agit, reculant momentanément, pour revenir plus tard à la charge.

Le Pouvoir est ainsi en passe de « criminaliser » l'ensemble des actions qu'il juge néfaste à ses intérêts avec, espère-t-il, sinon la bénédiction, du moins le silence, de ses propres victimes.

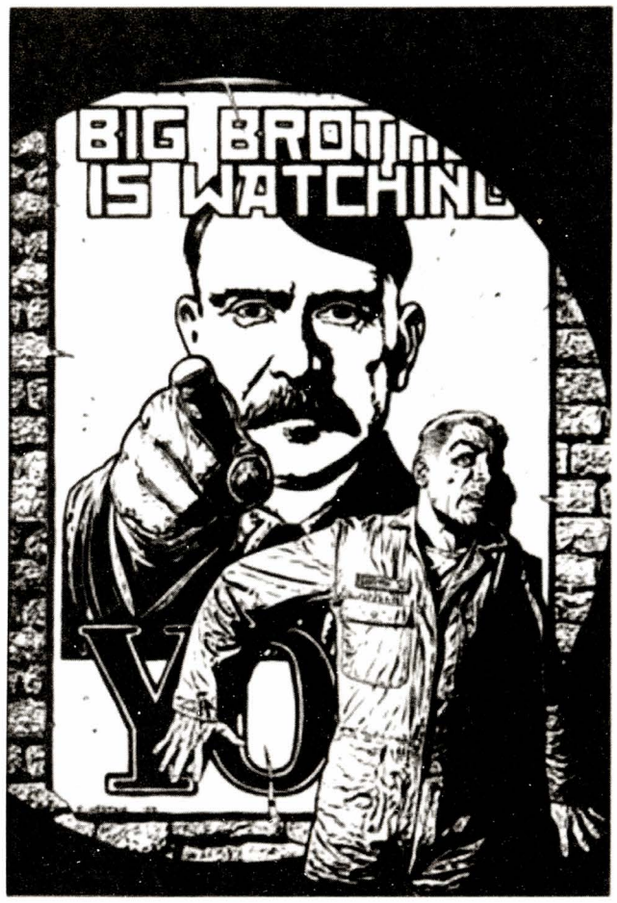
La justice mise également de plus en plus sous tutelle, condamne systématiquement les « délinquants », alors que la police est toujours mise hors de cause, couverte par le Pouvoir et, lorsqu'il y a litige, c'est la police qui enquête… sur la police.

La société civile est ainsi asservie à un Pouvoir qui sauvegarde, pour un temps du moins, les apparences, élimine en « toute légalité » les gêneurs et peut continuer ainsi à jouer le rôle qui est le sien : assurer le fonctionnement du système marchand au-delà des crises qu'il génère.

P. M.

Voir aussi sur internet les articles du site altermonde sans frontiere : « Vers une société policière ? », « Violence et changement social », « Lutte sociale et répression », « Violences policières et libéralisme »

Quand le Barbare se veut un homme quelconque



Maurice Rajsfus

Il ne suffit pas de réprimer pour être certain de ne pas se faire trop contester. Pour être accepté comme oppresseur, encore faut-ol laisser croire qu'au-delà du bien public le Barbare ne fait qu'œuvrer pour le bien de la nation. D'où cet apparent intérêt porté à l'art (pseudo-populaire, surtout), à la littérature de gare et même à la musique futile. De même, le Barbare se veut grand bâtisseur pour que la trace de son bon goût puisse encore étonner les foules, bien après sa disparition. L'architecture mussolinienne comme celle influencée par Staline et Hitler sont toujours visibles. Tristes documents de béton magnifiant la puissance passée de ceux qui se targuaient de ne pas être que des tyrans. Un peu de culture laisse croire aux naïfs que tout n'est pas perdu.

Le Barbare se console de la violence qu'il déchaîne (comment ne pas être violent s'il veut conserver ce pouvoir pour lequel il s'est tellement battu!), en voulant se persuader qu'il a également la sensibilté des artistes, qu'il méprise peut-être. Dans sa solitude, la certitude d'être un ami des arts le console de bien des déboires. Le citoyen doit être bien persuadé que le chef a des sentiments élevés, bien au-delà des problèmes de basse politique qui encombrent notre quotidien. Il a du cœur et n'est donc pas dépourvu d'humanité. En famille, il est affectueux, aimant. Il est même émotif, délicat, capable d'éprouver de la peine à la vue d'un drame humain. Comme il sait s'attendrir, il n'hésite jamais à traverser le pays pour assister la famille d'une victime.

Le Barbare apprécie ceux qui ne font pas de politique

Le Barbare, même s'il se complaît à faire peur, n'aime pas apparaître comme cet énergumène suant la haine. Il n'en reste pas moins qu'il n'est pas contraire à la vérité de laisser entendre que sa soif de pouvoir serait née de la cupidité, liée à un égoïsme forcené. S'il se montre méprisant envers le plus grand nombre, c'est surtout pour ne pas être soupçonné de favoriser une partie de la population contre une autre. Désireux de captiver les plus fragiles, de les impresionner même, le Barbare tente vainement de faire vibrer la corde sensible pour laisser entendre que les difficultés sociales lui créent bien des soucis. Il n'est pourtant guère différent des tyrans ordinaires, alors qu'il voudrait laisser croire qu'il est, lui aussi, un enfant du peuple.

C'est un exercice difficile, mais la démagogie aidant le Barbare peut émouvoir un large public. Particulièrement ceux qui «ne font pas de politique», et se livrent sans difficulté aux plus offrants parmi les saltimbanques politiques. La main sur le cœur, il ne cesse d'expliquer qu'il ne s'est jamais séparé de ce peuple dont il est issu. Jamais il ne se risquerait à entreprendre quoi que ce soit contre les inté-

rêts de ceux qui lui font confiance. C'est le propre des tyrans d'expliquer à leurs victimes la nécessité qu'il y a à leur faire confiance, car d'autres pourraient s'avérer bien plus dangereux dans leur pratique du pouvoir. C'est ainsi que la servitude peut être ressentie comme bienfaisante, car cela aurait pu être pire avec un dictateur encore plus déterminé à faire courber l'échine aux récalcitrants.

Le discours et la pratique

Le bon peuple doit être bien persuadé que le Barbare est un homme ordinaire, que seules les circonstances ont porté au faîte du pouvoir. Ne pouvant se dérober à son devoir, il s'est toujours appliqué à être utile à son pays et à son peuple. Toute sa vie au sommet de l'État est consacrée à rendre service, à favoriser le bien-être de ceux qui le méritent. Il exerce ses responsabilités en bon père de famille, peut-être sévère, mais comment gérer le pays sans être rigoureux, pointilleux, même, pour que tout le monde puisse y retrouver son compte. Il n'a jamais abusé de son pouvoir, sauf à y être obligé par les gesticulations de quelques énervés, bien connus des services de police, et fermement décidés à déstabiliser le pays de la liberté.

À la tête des destinées de la nation, le Barbare a tout mis en œuvre pour assurer le bonheur du plus grand nombre, ne cesse-t-il de répéter. Ses responsabilités sont tellement lourdes qu'il se sent bien seul. S'il paraît s'isoler, c'est surtout pour pouvoir réfléchir sereinement. En revanche, lorsqu'il paraît parader, c'est afin d'affirmer le prestige du pays. Oh ! ce n'est pas de gaieté de cœur, mais il faut bien donner une image positive à ceux qui doutent de sa volonté de conduire une politique sociale et humaniste – même s'il se force à prononcer ces mots qui ne font pas vraiment partie de son vocabulaire habituel. Bien sûr, il est difficile de concilier le contenu de ce discours avec la pratique du pouvoir telle qu'elle est conçue par le Barbare. Mais les gogos sont tellement nombreux que, selon la formule développée par le bon Dr Joseph Goebbels, ministre de la Propagande sous le régime nazi : « Plus le mensonge est gros, mieux il a de chance d'être cruû ! »

Le Barbare est un homme comme les autres. Sensible au sexe dit faible, il aime collectionner les courtes aventures et, s'il paraît s'attacher, c'est essentiellement pour améliorer son image. En fait, le Barbare n'aime surtout que sa propre personne, et la réussite qui peut combler son ambition. Il apprécie surtout s'exhiber en compagnie de belles créatures, lesquelles sont persuadées que leur apparition en compagnie du prince pourrait faciliter une carrière jusqu'alors laborieuse. Une certitude : ses amours légales n'ont jamais été innocentes de cette volonté d'ajouter une fleur bleue à sa gloire. Il n'en reste pas moins que le bouquet entier lui conviendrait mieux encore.

Le Barbare aime laisser entendre qu'il est très attaché au peuple. Que sa démarche est inséparable de la lutte pour les droits de l'Homme imprescriptibles. Comment pourrait-il en aller différemment pour celui qui est l'élu d'une triste tribu oublieuse de son passé de luttes glorieuses. Lorsqu'on a confié son sort à un sauveur, on ne fait pas la petite bouche. Même s'il s'avère que les dégâts collatéraux sont nombreux suite à cette élection pourtant démocratique que ce choix a engendrés. Fort de sa popularité durement acquise, le Barbare qui a su séduire une majorité de pipèdes dotés d'une carte d'électeur est persuadé qu'il a définitivement séduit le pays qui l'a porté au pouvoir. Il entend même imposer l'idée qu'il est le meilleur défenseur des droits de l'Homme.

Comment les faux nez peuvent-ils être respectables ?

Comme bien des arnaqueurs moraux reconvertis en politique, le Barbare aime le secret, tout en ne cessant de parader avec une annonce sensationnelle chaque jour. Aussi finaud que brutal dans ses manières, il adore

les sous-entendus, glisse une méchanceté, se voulant teintée d'humour contre l'un, ou de félicitations approximatives contre l'autre. Considérant que son pouvoir est discrétionnaire, tout devrait lui être permis, sans qu'il soit possible de récriminer. Ses arrière-pensées étant sans limite, il est difficile de savoir s'il dit le vrai ou prêche le faux. C'est donc un personnage pour le moins énigmatique, qui fait mine de gouverner au grand jour, tout en prenant ses décisions de façon obscure après, parfois, avoir pris l'avis de ses conseillers occultes dont les compétences ne doivent rien au suffrage universel. La démocratie formelle permet de tels détournements ! Comment ce faux nez pourrait-il assurer durablement sa respectabilité, sans le moindre accroc ? C'est précisément son problème, dès lors que sa popularité n'est plus automatique et en tout cas moins évidente. Le Barbare retrouve donc rapidement les élans de sa nature profonde. Sa mauvaise humeur prend le pas sur sa volonté d'être reconnu, et l'analyse de la situation le poussera à réprimer ceux qui voyaient en lui un remède à leurs doutes envers la démocratie. Tout comme la certitude de trouver une solution cohérente en ondoyant un homme providentiel.

Le Barbare saura s'agiter plus encore si nécessaire. Ses recettes ne faisant plus rêver personne, il n'hésitera plus à envisager la méthode forte, pour mieux se faire entendre, car il ne peut plus envisager de se faire comprendre. Oubliant sa volonté d'être perçu comme un citoyen quelconque se mettant au service de son pays, il va s'appliquer à calmer l'agitation dans un premier temps avant d'utiliser la force nécessaire, comme disent les policiers. Ne pouvant plus se permettre de supporter le mécontentement qui ne cesse de se répandre, l'escalade n'aura plus de limites. L'insubordination sera punie et peu importe que sa populuarité puisse en souffrir, car, comme on dit, la force prime le droit. Ensuite, si la situation continue à se dégrader, les manifestations pourront être interdites, tout rassemblement de plus de trois personnnes pouvant être considéré comme un trouble à l'ordre, tandis que la moindre réunion publique ne saurait être qu'un facteur de désordre majeur.

Lorsque le Barbare commence à réaliser que le populisme a ses limites, il ne lui reste plus comme ressources que d'utiliser l'artillerie lourde : la restriction des libertés fondamentales pour commencer, la répression globlale si cela peut s'avérer nécessaire. À ce niveau également, les explications cohérentes sont fournies, car il ne faut absolument pas laisser se confirmer cette réalité, que le pouvoir serait entre les mains d'une petite secte au service d'un gourou. Si la révolte se développe malgré tout, des nouveaux hérétiques seront dénoncés, et les séditieux éliminés avec la plus grande énergie. Si la démocratie n'y trouve plus son compte, il faut que le peuple comprenne qu'il n'y a pas d'autre choix pour sauver le chaos qui le menace. Nul besoin de proclamer l'état de siège ou la loi martiale. La menace répressive devrait suffire pour «calmer» une population qui renoncera rapidement à faire entendre sa colère.

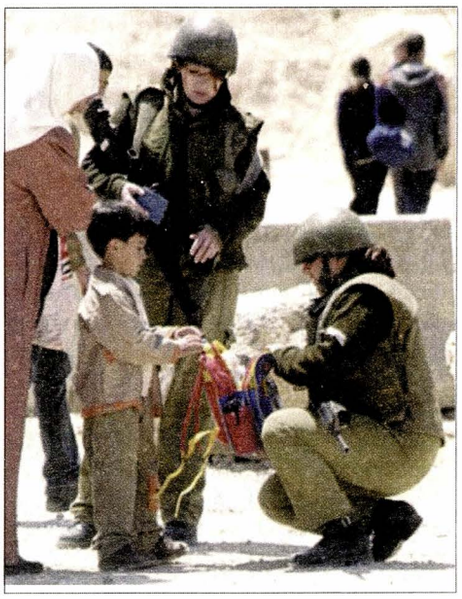
Quand il ne lui est plus possible de séduire, le Barbare peut abandonner le jeu de la démagogie. Alors qu'il risque de se voir effronter à une tourmente menaçant son pouvoir absolu, il lui reste d'alerter la populace. Tout comme le recours à la corruption et à la volonté de débaucher – de pervertir, en fait – ceux qui n'ont pas encore pu se résoudre à capituler. Passé la fascination, le Barbare est devenu suborneur. Il en est réduit à acheter ses soutiens, quand il lui est impossible d'être approuvé comme à ses débuts. Le charmeur s'est transformé en un authentique parrain, au sens vulgaire du terme.

M. R.

PS : Selon la formule consacrée, toute ressemblance avec un personnage connu ne peut qu'être fortuite...

Sionisme et racisme d'État

le canon à deux tubes d'Israël



Dès son entrée en fonction, l'ancien videur dans une boîte de nuit et présentement ministre des Affaires étrangères israélien, Avigdor Liberman, a annoncé la couleur: le gouvernement qu'il représente sur la scène internationale continuera à n'en faire qu'à sa tête. Le très raciste leader du parti ultranationaliste Israël Beitanou (« Israël notre maison ») déclame les intentions à peine cachées de la quasi-totalité de la classe politique israélienne. Concrètement, l'homme qui rêvait de faire sauter le barrage d'Assouan pour noyer un maximum d'Arabes, résume le programme du gouvernement dirigé par Benyamin Netanyahu. Oui, le ministère de la Construction et du Logement construira au moins 73 000 unités de logement en Cisjordanie; oui il donnera son feu vert à la démolition de cent maisons palestiniennes et au déplacement forcé de mille personnes de la zone occupée de Jérusalem. Enfin, Liberman fait un bras d'honneur à la Syrie au sujet du plateau du Golan. Ce territoire fut conquis en 1967 puis annexé par Israël le 14 décembre 1981, or contrairement à ce que laissaient espérer les récentes gesticulations diplomatiques portant sur ce sujet, par l'intermédiaire de leur sulfureux porte-voix, les autorités de Tel Aviv tonitruent que son statut est figé à jamais.

La pire erreur qui pourrait être commise consisterait à faire une fixation sur le psychopathe Liberman. En effet la politique d'Israël vis-à-vis des Arabes et plus particulièrement des Palestiniens, s'inscrit dans une continuité historique qui a constamment transcendé les clivages partisans existant entre les différents partis. L'écrivain et rédacteur en chef de Palestine Chronicle. com, Ramzy Baroud, l'exprime magistralement: « [...] Il faut dire que le Palestinien ordinaire ne peut presque jamais trouver la moindre différence entre un gouvernement de droite du Likoud, un gouvernement travailliste « de gauche » ou un gouvernement Kadima dit de centre droit. Ce que les Palestiniens continuent de voir, ce sont des soldats et des tanks, des checkpoints, des bulldozers, des fils de fer barbelés, des confiscations de terres et les mêmes symboles d'occupation et de domination qui semblent ne jamais devoir changer indépendamment du fonds idéologique ou des postions politiques de ceux qui commandent en Israël. »

Faisons un retour en arrière. Au lendemain des élections qui le portèrent au pouvoir à la place de... Netanyahu, Ehud Barak, l'actuel ministre de la Défense, fit part de sa vision de la paix devant ses supporters: « Je vous dis que le moment pour la paix est venu. Pas la paix par la faiblesse, mais la paix avec une sensation de sécurité; pas la paix aux dépens de la sécurité mais la paix qui apportera la sécurité. Nous nous acheminerons rapidement vers la séparation d'avec les Palestiniens avec quatre lignes sécuritaires; Jérusalem sous notre souveraineté comme capitale d'Israël pour l'éternité, aucune armée étrangère à l'ouest du Jourdain, et la plupart des colons en Judée et Samarie restant sous notre souveraineté. »

La supériorité militaire d'Israël sur tout le pays de la région, pour ne pas parler des Palestiniens, est écrasante. Néanmoins les dirigeants de l'État hébreu sont obsédés par la question démographique, que ce soit en Israël ou bien dans les Territoires occupés depuis 1967. Vous pensiez que la volonté d'aboutir à un État ethniquement homogène (version hypocrite de « ethniquement pur ») appartenait aux seuls fantasmes d'Avigdor Liberman et d'autres hyper-racistes du même acabit? Détrompez-vous. La Knesset vient de promulguer une loi interdisant à la femme d'un citoyen israélien (lire « arabe » bien entendu) de rejoindre son mari si elle vit dans les territoires occupés. La Cour Suprême a justifié cette loi infâme en déclarant: « L'État d'Israël est en guerre contre le peuple palestinien, peuple contre peuple, groupe contre groupe, collectif contre collectif. » Le pacifiste Uri Avnery, à qui nous devons cette information, démonte la terrifiante « logique » qui découle de tels propos: « Si nous sommes en guerre avec « le peuple palestinien », cela signifie que chaque Palestinien, où qu'il soit, homme ou femme, est une ennemi. » Comment s'étonner dans ces conditions des faits suivants, révélés par le journal *Haaretz*: Les soldats d'une unité de l'armée commandent des T-shirts représentant une femme arabe enceinte avec un fusil braqué sur son ventre et ces mots « Un coup, deux morts ».

La politique de l'État d'Israël est entièrement orientée vers la réalisation de deux objectifs contradictoires... en apparence: empêcher à tout prix la naissance d'un État palestinien réellement viable et favoriser à marche forcée un peuplement ethnique homogène (beurk!) dans les Territoires occupés et en Israël. Comme à l'accoutumée, les puissances occidentales fermeront les yeux sur le plus gros des agissements criminels de Netanyahu et de sa clique, se contentant de blablater sur la « nécessaire reprise du dialogue entre les parties opposées ». La pourtant fort peu vindicative Autorité palestinienne sera invitée à faire de nouvelles concessions; l'étau de fer et de feu qui maintient les Gazaoui dans d'indicibles souffrances sera le meilleur pourvoyeur du Hamas.

Conclusion du tout, toutes les conditions sont réunies pour qu'éclate à court ou à moyen terme une troisième Intifada. Alors le « monde libre et civilisé » jouera l'étonnement devant des gamins qui jettent des pierres sur des tanks puis se font pulvériser par les engins de mort d'une armée « qui est une des plus humaines et démocratique du monde » dixit Ehud Barak. Cela démontrera une fois de plus aux yeux des assassins à la tête de l'État hébreu et de ses nombreux complices, que décidément, « ces gens-là ne sont pas comme nous » vu qu'ils sont irrésistiblement attirés par le martyre.

Soledad Rincón

Ni'lin
Anars contre le mur

Le vendredi 13 mars, comme tous les vendredis, des militants anarchistes se sont rendus dans le village cisjordanien de Ni'lin pour manifester contre la construction du mur de séparation par l'État d'Israël.

Parmi les divers militants israéliens, palestiniens, et internationaux venus exprimer leur opposition à la politique ségrégationniste d'Israël se trouvait Tristan Anderson, un Américain de 38 ans, libertaire, journaliste militant pour Indymedia San Francisco.

Tristan fut en ligne de mire quand l'armée israélienne s'est mise, comme à son habitude, à tirer des gazes lacrymogènes. Par contre cette fois, leur projectile – le boîtier de la cartouche, tirée à proximité de Tristan alors que ces lacrymos de haute vélocité sont prévus pour être tirés jusqu'à 500 mètres de leur « cible » – frappa Tristan directement au front; depuis il vacille entre la vie et la mort dans un hôpital près de Tel-Aviv avec des blessures graves au cerveau, au visage et à son œil droit.

Il a déjà subi plusieurs opérations au cerveau et pour ses nombreuses fractures crâniennes, et son calvaire n'est pas fini. Lors d'une première opération, une partie de son lobe frontal a dû être enlevée car celui-ci était perforé par des fragments d'os. Les médecins ont réussi à réparer une fuite de liquide céphalorachidien en utilisant un tendon de sa cuisse. Deux semaines après les faits le pronostique vital de Tristan est toujours engagé et, en plus, depuis son arrivée à l'hôpital il a attrapé une pneumonie, qui n'aide pas son cas du tout.

Il est à signaler que, après avoir tiré sur Tristan de près, les soldats israéliens au « checkpoint » de Ni'lin ont empêché l'ambulance du Croissant Rouge d'amener Tristan directement à l'hôpital. Ils l'ont obligée à attendre un quart d'heure qu'une ambulance israélienne arrive sur place. Il a fallu par la suite transférer le blessé d'une ambulance à l'autre. C'est la pratique habituelle lorsqu'on amène un blessé de la Cisjordanie à un hôpital israélien – ce qui est assez rare, vu que l'armée empêche le transfert de patients vers Israël la plupart du temps.

Lorsqu'il fut frappé, Tristan discutait avec un autre manifestant à l'intérieur du village. L'accident (pour ne pas parler d'attaque) a eu lieu plusieurs heures après que l'armée se soit acharnée sur la manifestation où les résidents et leurs soutiens avaient réussi à atteindre la route qui mène à leurs terres – terres coupées

par cette route où est également construit le mur de séparation. Les manifestants ont quand même réussi à endommager une partie du barbelé qui protège le site, ainsi que quelques parties du mur.

Afin de renvoyer les manifestants au village l'armée a puisé dans ses stocks sans fonds de lacrymos et de balles en caoutchouc. Insatisfaits par le recul des manifestants, les soldats ont continué leurs tirs de grenades, de gaz, de balles en caoutchouc et même de « véritables » balles, juste pour faire chier, on suppose, une fois que les manifestants étaient rentrés « chez eux. » Quelques jeunes ont répliqué avec des lance-pierres; combat égalitaire que d'affronter Tsahal avec un lance-pierres.

Depuis peu l'armée israélienne a repris l'usage de tireurs d'élite qui utilisent des fusils Ruger 10/22 pour disperser les foules. Cette pratique avait été interdite par l'armée elle-même fin 2001 après qu'un juge ait classifié le Ruger dans la catégorie des « munitions réelles » après, entre autre, que plusieurs manifestants aient trouvé la mort.

Lors de la manifestation du vendredi 13 mars à Ni'lin, deux Palestiniens et un autre international ont également été blessés par des boîtiers de cartouche de lacrymos; un troisième Palestinien a reçu une balle réelle d'un tireur d'élite dans la jambe. Ce dernier fut évacué à l'hôpital à Ramallah.

En moins d'un an, quatre habitants de Ni'lin ont été tués par les forces de l'ordre israéliennes lors de manifestations contre le mur. Le 29 juillet 2008, Ahmed Mousa a reçu une balle réelle à la tête; il avait dix ans. Le lendemain Yousef Amira, 17 ans, a reçu deux balles en caoutchouc à la tête. Il est resté dans un état de mort cérébrale pendant une semaine avant de mourir le 4 août 2008. Le 28 décembre, Arafat Rateb Khawaje, 22 ans, a été tué lorsqu'on lui a tiré dans le dos avec des munitions réelles. Ce même jour, Mohammed Khawaje, 20 ans, a reçu une balle réelle dans la tête et a succombé à ses blessures trois jours plus tard dans un hôpital de Ramallah.

L'accident de Tristan Anderson a fait les nouvelles outre-atlantique, une sorte de fait divers glauque et triste, qui rappelle pour une fois au grand public les atrocités commises par l'armée israélienne, trop souvent soutenue par la presse et l'opinion publique américaines – et une preuve de plus que l'atteinte à un Américain intéresse plus les médias bourgeoises que plusieurs morts palestiniens.

Passons, car nous anarchistes ne feront pas de hiérarchie dans les victimes de la répression d'état. Tous sont égaux et tous ont besoin de notre soutien. Les Anarchistes contre le mur sont un collectif en Israël qui soutient les luttes populaires palestiniennes et s'attaque à la politique ségrégationniste d'Israël. Chaque semaine, les militants de ce collectif et leurs sympathisants, comme Tristan Anderson, se joignent aux Palestiniens dans plusieurs villages de la Cisjordanie pour dénoncer la politique israélienne et pour tisser des liens par l'action directe.

A force de subir la répression et de résister, les Anarchistes contre le mur ont amassé d'énormes frais de justice (plus de 100000 $US depuis la création du collectif en 2003), à la fois pour leurs militants et pour les Palestiniens arrêtés à leurs côtés qu'ils essayent de soutenir aussi. Ils ont besoin de notre aide.

Une caisse de soutien a été créée par les Relations internationales de la FA en 2006 pour soutenir les Anarchistes contre le mur dans leurs luttes et elle existe toujours. Vous pouvez envoyer vos chèques à l'ordre de « Publico – Anarchistes contre le mur » à la Librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Sinon, des dons peuvent également être faits par carte bleue (PayPal) depuis le site web des Anars contre le mur (awalls.org).

Des messages de solidarité peuvent être envoyés à la famille de Tristan Anderson (en anglais) à l'adresse suivante:

support.tristan@gmail.com.

Jocelyne

Secrétariat aux relations internationales de la Fédération anarchiste

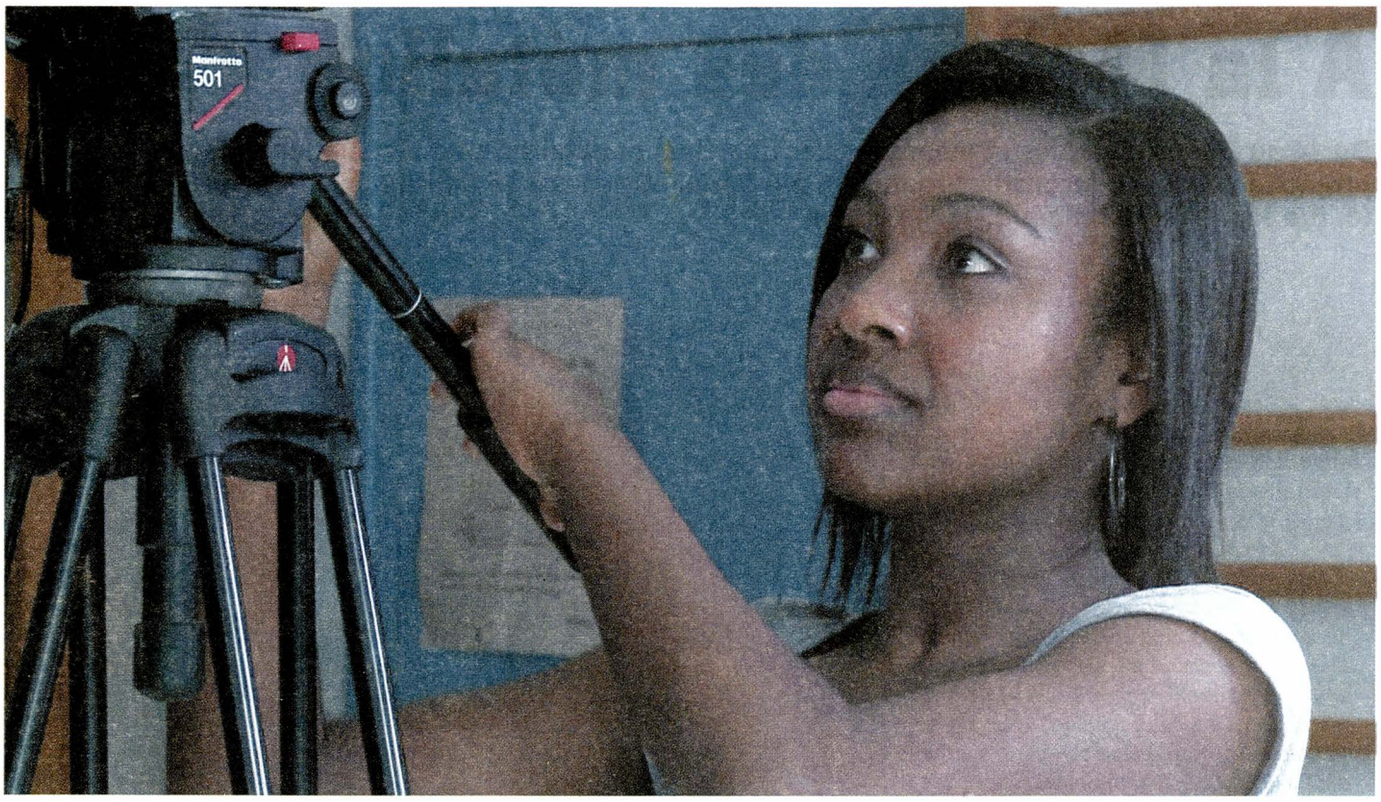
À la Maison des métallos

Du 14 au 26 avril : Paroles et mémoires des quartiers populaires, une installation vidéo, des projections et des rencontres organisées par Canal-Marches à La Maison des métallos. (4, rue Jean-Pierre Timbaud. 75011 Paris)

Marie-Dominique Massoni

Au début des années 1990, les capitalistes se frottent les mains, ils ont trouvé une carte pour mieux imposer une nouvelle donne, un nouveau visage à leur mise en coupe réglée de la planète. Après l'épouvantail communiste, ils théorisent la fin de l'histoire et le nouvel ordre libéral. Les résistances sont en miettes, l'utopie est un gros mot, la Révolution française aussi, l'histoire revue et corrigée est confondue avec la mémoire, et le devoir de mémoire occulte savamment le devoir de résistance que chaque personne avait mise au premier plan de sa vie quand elle prenait des risques contre le nazisme, pour cacher un Juif ou pour transmettre des informations aux maquis. La grande confusion a commencé et le langage des dominants n'a quasiment plus rien en face de lui.

Pourtant, 1994 marque un tournant dans la conscience des vaincus de l'histoire. Les zapatistes surgissent à la face du monde, les premières Marches de chômeurs suivies de la grande grève de 1995 laissent espérer que tout n'est pas perdu et que de nouvelles formes de résistance et de lutte sont en train d'apparaître ou que d'anciennes sont réactivées. « Qui sème la misère récolte la colère » est le grand slogan des Marches de 1997. Rappelant les mesures de Daladier, déjà, avant Vichy, le gouvernement édicte des mesures contre les particuliers aidant des étrangers en situation irrégulière. Entre temps les sans-papiers, eux



aussi, ont surgi dans les rues, occupé Saint-Bernard, et « l'humanité » de la police fracassant la porte de l'église et embarquant ses occupants prend force de symbole. Leur sens de l'humain c'est cela.

Canal Marches se crée alors sur la base d'une volonté de rendre visibles les acteurs de ces mouvements de résistance. Chaque quinzaine, un magazine des Marches est proposé aux marcheurs, il est fait d'images prises par les marcheurs eux-mêmes. Rien de tout à fait neuf, toute nouvelle technologie peut être utilisée par les contestataires du pouvoir en place. Dès les débuts du cinéma, les anarchistes l'ont fait. Isabelle Marinone nous en a montré la geste (Anarchisme et Cinéma : Panoramique sur une histoire du 7e art français virée au noir). Robert Kramer, grande figure d'un cinéma de résistance, nous prête la main, l'œil, la voix. La vidéo est pratique, peu onéreuse. Et nous voilà, nous aussi, en route.

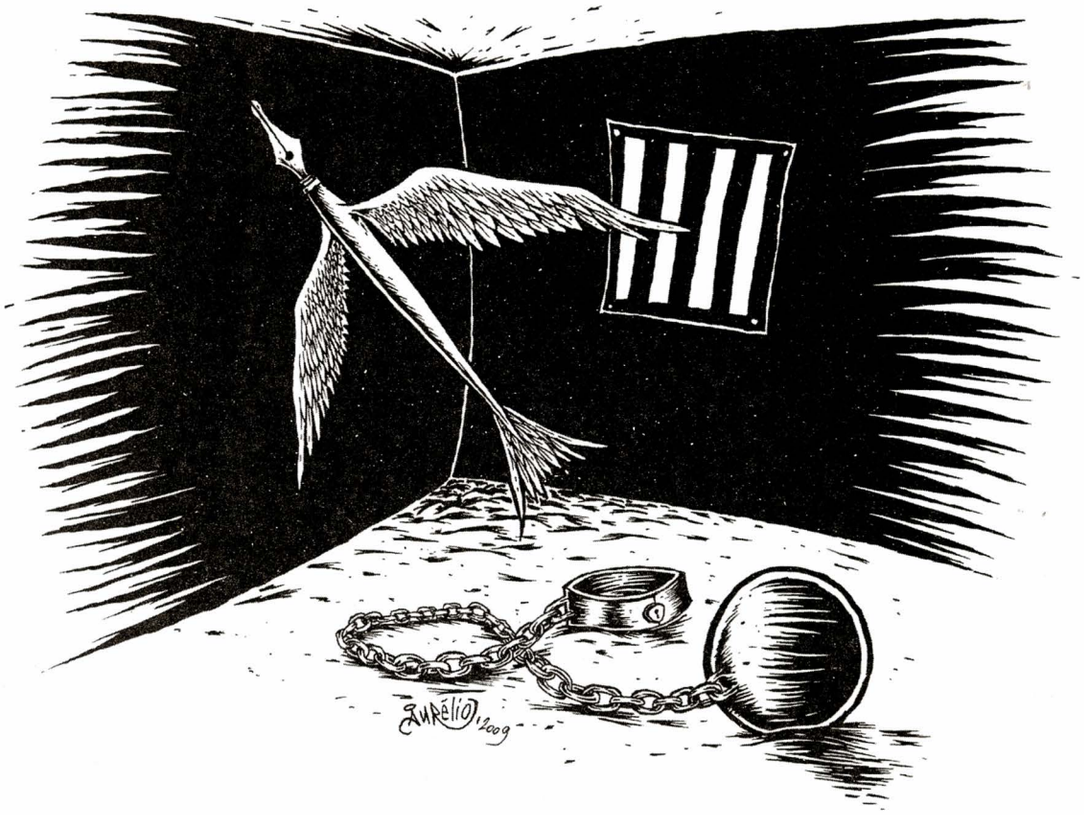
Les luttes des Sans, comme on va les appeler, vont renouer avec des pratiques anciennes et vont être relayées par des moyens actuels. De nouveaux militants rejoignent ceux qui n'ont jamais été dupes des lendemains qui chantent du capitalisme, jamais émus par ses *te deum*, non plus que par les reportages misérabilistes sur les pauvres. Mais, globalement, le grand sommeil des consciences semble ruiner toutes les initiatives. Les riches sont de plus en plus riches, arrogants, cyniques, les théories les plus réactionnaires se présentent comme la rationalité des temps nouveaux.

Pendant ce temps, des ateliers vidéo se font avec des chômeurs et des précaires. Ils filment, se filment, disent leurs désarrois, leur refus d'être « flexibles », de se plier aux normes de cette déshumanisation au nom de l'humanisme. D'autres associations ont des démarches de ce type, d'autres réalisateurs, partie prenante de ces mouvements de résistance, engrangent des images, font des films. Au Mexique, les zapatistes aussi ont leur propre production de films (Promedios). Des documentaires sur les paysans sans terre, sur les piqueteros ou les coopératives argentines témoignent aussi de la nécessité de l'utilisation de l'outil vidéo ou internet, à la fois comme tract, comme base de réflexion, mais aussi comme archives sociales.

L'installation vidéo, la programmation de films, les rencontres organisées à la Maison des métallos vont montrer quelques unes de ces réalisations, autour de celles de l'équipe de Canal Marches depuis 1997. « Paroles et mémoires des quartiers populaires », ce sont des films, sur Jacob, Étienne et Gaston, deux enfants juifs polonais et un parigot, galopins de l'école Ramponneau devenus résistants, militants, peintre ou bien sur leurs petits cousins d'aujourd'hui, ceux qui rappent aux Panoyaux, ce sont des voix de femmes de Belleville, d'adolescents de Villiers-le-Bel, de ces quartiers dont les médias n'aiment à nous montrer que le chaos et d'où pourtant montent de nouvelles formes de poésie, de lutte. Un triptyque vidéo à l'entrée de l'expo rendra compte de ce qui palpite là et qu'ils n'ont pas réussi à endormir dans le grand spectacle de leur monde de décérébration. « Ceux qui vivent, ce sont ceux qui luttent ». M.-D. M.

Pour consulter l'intégralité du programme très fourni de cette manifestation du 14 au 16 avril :
canalmarches.org
paroles-etmemoires.org

Au bagne



Il y a une dizaine d'années, les Éditions du Monde libertaire avaient contribué à exhumer de l'oubli le souvenir d'un révolté qui connut le pire qu'une vie puisse offrir [1]. Paul Roussenq, le « bagnard de Saint-Gilles », baptisé aussi « L'Inco » (L'incorrigible), obtenait ainsi une reconnaissance renouvelée des anarchistes, des historiens des bagnes et de ceux qui ont fait de leur combat une dénonciation de l'horreur carcérale, passée et présente.

Les Éditions Libertalia viennent d'apporter une nouvelle pierre à cet effort en faveur de l'être exceptionnel que fut ce méridional, recordman des jours de cachot au bagne de Cayenne. Libertalia vient en effet de rééditer *L'Enfer du bagne* [2], écrit par le bagnard, en 1942, alors qu'il était – encore – en captivité. Cet ouvrage, publié en 1957 et devenu introuvable, est un témoignage passionnant sur l'homme qui l'a écrit et sur les bagnes de Guyane.

Cela débute par une longue préface de Jean-Marc Delpech, déjà auteur d'*Alexandre Jacob, honnête cambrioleur* (Éditions ACL). Ce travail est une mise en perspective de la vie de Paul Roussenq. Comprendre d'où il vient, pourquoi et comment il réagit face à l'injustice sociale et militaire, apprendre ce que sera sa vie à son retour de l'enfer du bagne… sont autant d'éléments incontournables pour bien saisir la trajectoire de Roussenq. Cette longue préface, très réussie, est une approche du personnage qui nous le rend presque familier: une nette impression de mieux le connaître se dégage lorsque l'on aborde les pages que l'ex-bagnard écrivit sous le régime de Vichy.

Il faut relever aussi l'agréable idée d'avoir reproduit en fin d'ouvrage le chapitre que le reporter Albert Londres avait consacré à Roussenq dans son livre *Au bagne* (1923), et une chronologie complétée, qui fait de ce livre le plus complet existant à ce jour au sujet du bagnard de Saint-Gilles.

Enfin, le livre est heureusement enrichi des dessins de Laurent Maffre.

Que ceux qui pensent trouver là, sous la plume de Roussenq, une énième description des bagnes, spectaculaire et anecdotique à la fois, se ravisent; et les amateurs d'histoire qui, blasés, croient avoir affaire à un nouvel ouvrage érudit en seront aussi pour leurs frais. Le travail de Roussenq n'a rien de cela, et pourtant il est essentiel à la compréhension du quotidien d'un forçat de Cayenne et s'adresse tant aux amateurs qu'aux profanes. Cette qualité est importante.

Le livre de Paul Roussenq se caractérise en effet par deux traits: exhaustivité et simplicité du langage. Sa concision, alliée à un esprit synthétique, fait que le livre nous ouvre facilement un univers inconnu; le fait que Roussenq y ait vécu pendant vingt-trois ans donne un ton particulier à ces lignes. Personne n'aurait l'idée de remettre en cause les informations qui nous sont livrées là, l'ex-bagnard émaillant son travail de description de détails que seul un ancien pensionnaire des bagnes peut connaître.

Passant en revue chaque aspect du bagne, « L'Inco » nous donne à comprendre, sentir, subir, souffrir, ce que lui et des dizaines de milliers d'autres ont connu au nom de la République française et de ses universelles valeurs d'égalité, de fraternité, de… liberté. Sur un ton apaisé, sans description sordide ou spectaculaire, mais sans manquer de montrer du doigt les travers de la nuit carcérale du bagne, il nous en fait pénétrer tous les sombres aspects. Il est un souvenir de cette épopée, là où l'État refuse toujours de conserver des vestiges du bagne. Nul besoin d'être déjà rempli d'empathie pour se révolter contre le sort que l'on fit subir à Roussenq et ses congénères; la lecture de son livre au ton clair et direct y suffit. Comme elle suffit à établir un lien ténu, indiscutable, entre la politique meurtrière de l'État français dans les bagnes et celle d'aujourd'hui, régulièrement épinglée par la Cour européenne des droits de l'Homme.

Daniel Vidal

---

1. Paul Roussenq, *Le Bagnard de Saint-Gilles*, Éditions du Monde libertaire, Collection Graine d'anarchiste, 1998. Aujourd'hui épuisé.

2. Paul Roussenq, *L'Enfer du bagne*, Éditions Libertalia, 136 pages, 10 euros, disponible à la librairie du *Monde libertaire*.

Un nouvel espace anarchiste à Paris

Déjà près de 38 000 euros de souscription reçus

Depuis des années, les militantes et militants de la Fédération anarchiste, aidés par une multitude de sympathisantes et sympathisants, ont développé des outils au service de l'idéal anarchiste...

En 1977, ce fut notre journal, *Le Monde libertaire*, qui devint hebdomadaire et en 1981, la librairie du Monde libertaire (Publico), entrait dans ses murs au 145 de la rue Amelot. En 1998, Radio libertaire quittait une location à Montmartre pour un nouveau studio en propriété. Et finalement, en 2001, achat d'un local pour *le Monde libertaire*.

Aujourd'hui, l'occasion nous est donnée d'agrandir l'espace militant parisien en nous portant acquéreur d'un local d'environ 140 m² qui se trouve à côté de la librairie, au 143, rue Amelot. Cet espace permettrait la tenue de réunions publiques telles qu'une Université populaire libertaire, un ciné-club, des cycles de formation anarchiste, des débats, des rencontres avec des auteurs, des expositions d'art.

C'est dans cette perspective, qui pourrait se concrétiser au mois de juin que nous avons lancé, dans le n° 1547 du Monde libertaire du 12 mars, une souscription sous deux formes :

- des dons, par chèques, qui serviront au financement de rapport en numéraire,
- des prélèvements qui permettront de rembourser un prêt que le Crédit Coopératif est disposé à nous accorder.

En une quinzaine de jours vous avez été, comme ce fut souvent le cas, nombreux à répondre à notre appel. Aujourd'hui, nous pouvons déjà compter sur un apport de 37 586 euros et 545 euros de prélèvements mensuels.

Nous devons pour concrétiser ce projet arriver à un apport de 75 000 euros et des prélèvements mensuels à hauteur de 4 000 euros.

La décision de réaliser cet achat sera prise par notre Congrès fédéral de fin mai 2009 en fonction de tous les engagements financiers reçus. Les chèques et avis de prélèvements reçus ne seront pas mis en circulation avant juin 2009.

Encore merci pour votre soutien.

Relations intérieures de la FA,
Administration Publico.

JE SOUTIENS !

N° NATIONAL ÉMETTEUR
N° 47 75 73

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements en soutien à la création d'un espace militant à Paris. Je pourrai suspendre à tout moment mon ordre de prélèvement automatique.

Date
Signature obligatoire

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENTS

○ 20 € par mois
○ __ € par mois (plus ou moins...)

ORGANISME CRÉANCIER
PUBLICO - LOCAUX
145 rue Amelot 75011 Paris

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

NOM Prénom
Adresse
Code postal Localité
Courriel

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU CC

(votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)

NOM
Adresse
Code postal Localité

Désignation du compte à débiter code établis. guichet n° de compte clé RIB

Bulletin à renvoyer à Publico, 145 rue Amelot - 75011 Paris - France

Affiche disponible à la librairie du *Monde libertaire*.

Abonnez-vous !

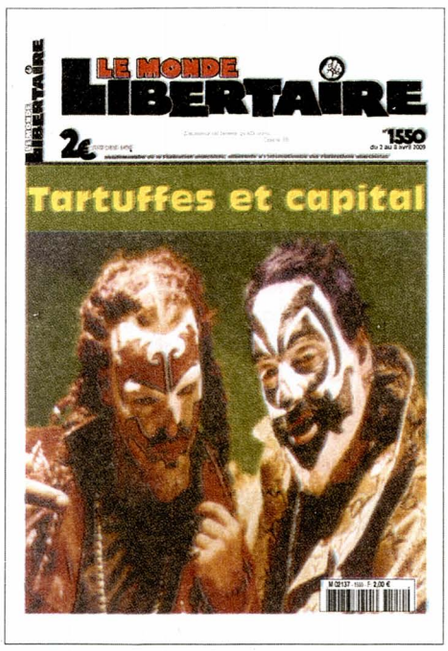
On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :

www.librairie-publico.com

Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf
Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site

www.trouverlapresse.com

un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez *Le Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.



Du rififi
de Strasbourg à Baden-Baden

Selon nos sources militantes, jeudi 2 avril 2009, avant le début du sommet de l'OTAN, des incidents ont éclaté à Strasbourg, à Kehl et à Baden-Baden en Allemagne, les trois villes où doivent se dérouler les rencontres internationales. Un millier et entre 500 et 600 manifestants selon la police, ont quitté jeudi en milieu d'après-midi le « village autogéré » mis en place en marche du contre-sommet, pour aller manifester dans le centre-ville. Entre 300 et 400 d'entre eux ont été bloqués par la police et se sont réfugiés dans la cité HLM du quartier du Neuhof. Les vitres d'une caserne ont été brisées, quelques poubelles incendiées, tandis que des barricades ont été improvisées avec des barrières de chantier. Un nombre inimaginable de flics est intervenu à Strasbourg, guidés par deux hélicoptères, pas moins ! Selon nos informations sur place, environ 200 personnes ont été interpellées. La police ne déclare aucun blessé, tandis que nous avons appris qu'un photographe a été blessé, une information confirmée par l'agence de presse allemande DDP. Simultanément, des incidents ont eu lieu aux abords du village autogéré, jets de pierres, bouteilles et des bâtons. À forces inégales, les CRS ont bombardé le carrefour avec des grenades aveuglantes et des flashballs. Vers 21 heures, la flicaille a encerclé le village alternatif, où campent actuellement plus d'un millier de personnes. Les flics n'hésitant pas à tirer des gaz lacrymogènes lorsque qu'un groupe de manifestants tentait d'en sortir. Vendredi 3, environ 25 000 personnes ont manifesté en Allemagne et 60 000 de l'autre côté de la frontière. Les médias prétendent que le groupe activiste Black Block est composé de 2 000 à 3 000 personnes. Tandis que face à eux, pas moins de 10 000 policiers et gendarmes sont mobilisés en France et 14 600 en Allemagne ! 600 soldats allemands ont été demandés en renfort. Ce qui semble combler de joie la ministre française de l'Intérieur qui s'est félicitée « de ce dispositif, comme on n'en avait jamais vu en France depuis le G8 d'Évian en 2003 ». On dirait que le rapport de force l'excite à l'avance.

Après la manif

Le contre-sommet s'est terminé par une manifestation monstre, entre trente et soixante mille personnes étaient annoncées par les média. Il y en a eu 10 000 selon la police et trente selon les organisateurs, du côté français du pont de l'Europe, et une autre dizaine du côté allemand.

Malgré quelques incidents, pas ou peu d'interpellations, pas de blessés graves.

Tous les ingrédients sont en place pour que les initiateurs du projet puissent parler de succès.

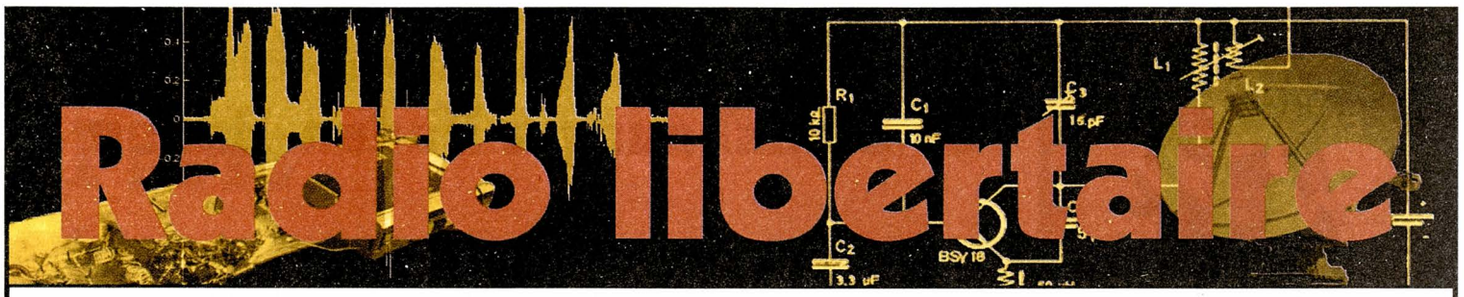
Notre propos sera autre. Une manifestation c'est avant tout un acte de communication. Quand cela se passe dans une ville, on peut espérer communiquer vers ceux qui nous regardent. Quand cela a lieu dans le désert, comme celle de samedi, les manifestants ne peuvent que se parler à eux-mêmes, ou dans le vide ou bien les deux. Cela donne des résultats quasi surréalistes. Un grand nombre de petites boutiques étaient là, chacune avec son enseigne dans le vent, ses tracts, brochures à vendre, son petit commerce. Depuis le début, dans le ciel, la fumée des incendies obscurcissait la lumière du soleil. Une grande scène était installée, où beuglait une sono que personne n'écoutait. Puis apparut Bianca Jagger qui prit à partie la foule en lui disant « mais qu'est ce que vous voulez ? » et les gens qui étaient là répondirent par leurs pieds : juste fuir ce trou à rats ou les grenades lacrymogènes commençaient à tomber.

Après le départ de la tête de la manifestation, deux blocs se sont formés qui ont limité la panique, merci à eux. Celui, autoritaire, des partisans kurdes d'Ocalan, et le bloc libertaire, composé de compagnons de la Fédération anarchiste, d'Alternative libertaire et de la CNT dont les slogans scandés donnaient une dimension de normalité à ce qui n'était qu'une déroute.

À contre-sens de ce qui était prévu, sans retour possible en arrière, suivant une sono désespérément à côté de la plaque, lançant des consignes incompréhensibles à plus de cinquante mètres autour, la manifestation a fait son petit tour au milieu de nulle part, puis prise entre le noir des partisans de la guérilla urbaine et le bleu des forces de l'ordre s'est extraite en désordre de ce qui restera dans la mémoire militante sous l'appellation de « la défaite du Port du Rhin ».

La semaine prochaine, dans ces pages vous pourrez lire une tentative de bilan du contre sommet, en images.

Sources militantes recueillies par Patrick Schindler, Guillaume, Pierre, Wolfgang, participants libertaires



Jeudi 9 avril

Jus de rue (08 h 30) Micro-trottoir et revue de presse.

Chronique hebdo (10 h 00) Commentaire de l'actualité en direct.

De rimes et de notes (12 h 00) Actualité de la chanson. Toute la troupe des «Liaisons Désirées» et Olivia Lancelot, pour présenter un prochain spectacle Vian à Paris.

Radio cartable (14 h 00) La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Petites annonces d'entraide (16 h 30)

Si vis pacem (18 h 00) Les prisons nuisent gravement à votre santé. Une seule solution, leur abolition!

Les enfants de Stonewall (19 h 30) Actualité gay et lesbienne.

Vendredi 10 avril

Petits matins pour le grand soir (08 h 30) Textes militants pour affronter le monde d'aujourd'hui.

L'écho des cabanes (11 h 00) Actualité des familles de détenus.

Radio espéranto (17 h 30) Actualité de l'espérantisme.

L'invité du vendredi (19 h 00) Actualité des travailleurs sociaux.

La grenouille noire (21 h 00) Bilan du dernier Forum social mondial et du thème «Accès à la terre». Invités: Peuples solidaires et Ritimo.

Samedi 11 avril

Réveil Hip Hop (08 h 00) Culture Rap.

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 h 00) Les AMAP Tout le monde en parle, alors pourquoi pas moi?

Chronique syndicale (11 h 30) Luttes et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30) *Le pari du Grand-Paris: contre les couches populaires?* avec Hervé Bennezon. *Montreuil sous le règne de Louis XIV*, 2008 éditions Les Indes savantes; *Histoire du Grand-Paris de la Renaissance à la Révolution*, 2009, Perrin.

Deux sous de scène (15 h 30) Magazine de la chanson vivante.

Dimanche 12 avril

Goloss trouda (08 h 00) Actualités franco-russes.

Ni maître, ni dieu (10 h 00) Pensée libre.

Tempête sur les planches (14 h 00) Actualité du théâtre corporel et musical.

Il y a de la fumée dans le poste (18 h 30) Actualité des drogues en général et du cannabis en particulier.

Lundi 13 avril

Lundi matin (11 h 00) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Terre et Liberté (16 h 00) Rosaluz évoquera le fonctionnement et les activités des communes autonomes zapatistes.

La santé dans tous ses états (18 h 00) Actualité de la santé et de la politique.

Ça urge au bout de la scène (21 h 00) Actualité de la chanson.

Mardi 14 avril

Le Parisien libertaire (8 h 00) Actualité judiciaire, de Tiberi à Chirac, de Coupat à Colonna. L'actualité parisienne. Regard croisé sur le Hip-Hop des années quatre-vingt-dix, avec Le Tone.

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme.

Un peu d'air frais (16 h 00) L'écologie au quotidien.

Idéaux et débats (18 h 00) Actualité littéraire.

Paroles d'associations (19 h 30) «Les enjoliveurs», qui produisent ou aident à produire des événements artistiques, culturels ou sportifs de personnes en situation de handicaps. Avec DAO.

Radio Libertaria (20 h 30) Emission de la CNT/AIT Actualités militantes.

Muzar (22 h 30) Actualité de l'art contemporain.

Mercredi 15 avril

La bibliothèque anarchiste (08 h 00) *Albert Camus et les libertaires*, éditions Egrégores.

Court-circuit (09 h 30) Actualité de la philosophie, de l'art et de la politique.

Blues en liberté (10 h 30) Le western swing 2.

Sans toit ni loi (12 h 00) Actualité des mal-logés et de la précarité.

Le manège (14 h 00) Actualités littéraires et cinématographiques.

Femmes libres (18 h 30) Michaël Paraire, à propos de Rosa Luxembourg.

Ras les murs (20 h 30) Actualités des luttes des prisonniers. Michel Vaujour, accompagné de Fabienne Godet la réalisatrice, pour le film *Ne me libérez pas, je m'en charge!* qui sort le 8 avril.

Rappel: Du 25 au 29 avril

Besançon (25)

Exposition: Les affiches des combattants de la liberté. Espagne 1936-1939-1975, salle de l'Ancienne Poste, 98, Grande rue: Vernissage: samedi 25 avril à partir de 18 heures Présentation de l'exposition suivie d'une projection de courts métrages sur la révolution espagnole. Tout au long de la semaine: exposition, projections de films, table de presse.

Jeudi 9 avril

Pont-en-Royans (38)

20h30. Soirée-débat. Le groupe La Rue Râle de la Fédération anarchiste, en partenariat avec la Médiathèque La Halle de Pont-en-Royans, accueille Nicole Maillard-Déchenans auteur de *Pour en finir avec la psychiatrie*. Médiathèque La Halle de Pont-en-Royans. laruerale@no-log.org

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Merci, Darwin: Cellule, poisson, singe, etc. La longue histoire – inachevée – de l'homme, depuis l'origine de la vie, le tout raconté en une heure. Présentation de Thomas Heams, biologiste moléculaire qui dirige la publication, avec Philippe Huneman, Guillaume Lecointre et Marc Silberstein, d'un ouvrage de référence *Les mondes darwiniens*, à paraître en septembre 2009 aux éditions Syllepse. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Génin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Samedi 11 avril

Dijon (21)

18h00. Rencontre débat sur La Commune et son actualité, avec Claire Auzias, organisée par le groupe Libertaire et le cinéma l'Eldorado. 19h00 Intermède musical avec Gaspar. 20h15 Buffet froid pour un printemps chaud. 20h30 Projection du film *La Commune, Paris 1871*, de P. Watkins. Expo, table de presse. Entrée, 8 euros. Au cinéma Eldorado.

Mardi 14 avril

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Écrivains et poètes engagés: Gaston Couté, poète rural anarchiste. Poèmes dits par Bruno Daracquy. Présentation de Jean-Claude Richard, animateur des Éditions Le Vent du Ch'min, qui publie les œuvres complètes du poète. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Génin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Jeudi 16 avril

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures, la Bibliothèque sociale, animée par le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste reçoit Jacques Bullot, à qui nous devons *Le gène du perce neige*, le polar qui flingue les OGM (Éditions du bout de la nuit, 2007), mais aussi *Amour, Raspail, Vavin* (Éditions du bout de la rue, 2008). Table de presse. Entrée libre. Athénée Libertaire. 8, rue de Fouquerolles.

Samedi 18 avril

Paris XIe

16h30. Débats et chansons: Joe Hill. Les IWW et la création d'une contre-culture révolutionnaire avec Fred Bureau et Fred Alpi. À la librairie du Monde libertaire – 145, rue Amelot – 75011 Paris – M° Oberkampf, République, Filles-du-Calvaire.

Vendredi 24 avril

Orléans (45)

20 heures. Le Groupe Gaston-Couté de la Fédération anarchiste vous invite à débattre autour de cette phrase d'Alain Minc: *Les syndicats essaient de canaliser tant bien que mal le mécontentement et donc de préserver l'ordre social.*, à l'Atelier, 203, rue de Bourgogne.

Vendredi 1er mai

Le Vigen (87)

Toute la journée. Les rencontres de Ligoure: Vivre l'anarchie, expériences communautaires et réalisations alternatives anti-autoritaires (XIXe et XXe siècles). Colloque organisé par le Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA) Limousin. Hébergement au château (10 euros par nuit) et possibilité de camper sur place. Restauration midi et soir, Espace mômes. cira.limousin@free.fr et rencontresligoure. e-monsite. com.

Besançon (25)

12 heures. 1er mai libertaire. Manifestation, suivie d'un apéro et d'un buffet froid, avec le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste. Animation musicale. Place Marulaz.

Samedi 2, dimanche 3 mai

Le Vigen (87)

Voir à vendredi.

Jeudi 7 mai

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures, la Bibliothèque Sociale du groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste reçoit Jacques Lesage de La Haye, auteur de *La mort de l'asile: Histoire de l'antipsychiatrie* (Éditions libertaires, 2006), de *La guillotine du sexe: La vie affective et sexuelle des prisonniers* (Éditions de l'Atelier, 1998) Table de presse. Entrée libre. Athénée libertaire. 8, rue de Fouquerolles.

Samedi 16 mai

Paris XIe

16h30. René Berthier pour son livre *Digressions sur la Révolution allemande* aux Éditions du Monde libertaire. À la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M° République, Oberkampf ou Filles du Calvaire.

Vendredi 29 mai

Besançon (25)

20h30. Colloque: Face à la crise et aux ravages du capitalisme, penser et agir avec Proudhon, avec Mickaël Parraire, Jean Préposiet, Philippe Parraire, Archibald Zurvan, etc. Théâtre Bacchus.

Non à la soumission,
non à l'ordre économique !
Émancipons-nous !
Révolution !